



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2993  
12 décembre 2025  
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal  
d'Arlette Laguiller

## Élections municipales Il faut des listes de travailleuses et de travailleurs!



**Budget**  
**Les profits  
patronaux  
épargnés**

Page 3

**Congrès  
de Lutte ouvrière**  
**Défendre les idées  
révolutionnaires**

Page 5

**Congo-Rwanda**  
**Le plan Trump  
pour le pillage  
des minerais**

Page 11



**Leur société**

- Budget de la Sécurité sociale : la santé des profits préservée 3
- Macron à Pékin : en croisade antichinoise 3
- Agriculture : « souveraineté » des capitalistes de l'agroalimentaire 3
- Violences policières à Sainte-Soline : "circulez, y a rien à voir" 4
- Sarkozy : un détenu réinséré par Bolloré 4
- Téléthon : générosité populaire, avarice des puissants 6
- Alcool : une drogue légale qui coûte cher 6
- Pauvreté : ça monte 6
- Salaires : imposer de véritables augmentations ! 7
- Travailleurs sans-papiers : dans la rue le 18 décembre pour la régularisation 7
- Perrier : en eaux troubles 7
- Mayotte : recensement et mépris de la population 15

**Dans le monde**

- Ukraine : un effroyable bilan humain 8
- Effondrement démographique 8
- Diplomatie, corruption et crimes de guerre 8
- Gaza : Israël utilise les gangs 9
- Traumatismes de guerre 9
- Dette : les pays pauvres saignés par la finance 9
- Milliardaires : ils ne connaissent pas la crise 9
- Union européenne : toujours plus dure avec les migrants 10
- Thaïlande-Cambodge : les racines coloniales du conflit 10
- Congo-Rwanda : offensive américaine pour piller les richesses 11
- Belgique : une grève générale en trompe-l'œil 11
- Syrie : al-Charaa au pouvoir dans un pays détruit 16
- Allemagne : lycéens contre le service militaire 16

**Il y a 90 ans**

- Octobre 1935, le colonialisme italien à l'assaut de l'Éthiopie 12

**Dans les entreprises**

- ArcelorMittal - Dunkerque et Mardyck 13
- Stellantis - Poissy 13
- La Barre Thomas - Rennes 13
- LVMH - branche champagne 14
- Bernard Arnault : comment on devient milliardaire 14
- Échos d'entreprise 14

**Le congrès**

- Congrès 2025 : défendre les idées révolutionnaires 5

# Municipales : c'est le moment de constituer des listes de travailleuses et de travailleurs !

Les élections municipales se tiendront les 15 et 22 mars prochains. C'est en ce moment que les listes se constituent, et il faut que le camp des travailleurs soit présent. Lutte ouvrière prévoit donc de présenter des listes dans plus de 250 villes, les plus grandes du pays.

Sur ces listes, il n'y aura ni notables établis, ni politiciens en herbe, seulement des travailleurs du rang qui savent ce que veut dire vivre avec un salaire ou une pension insuffisants, ne plus pouvoir payer ses factures ou ne pas pouvoir réparer sa voiture si elle tombe en panne.

Les listes Lutte ouvrière-Le camp des travailleurs rassembleront des ouvriers et des employés, des aides à domicile et des auxiliaires de vie, des conducteurs de bus ou de train, des enseignants et des caissières, des infirmières et des aides-soignantes... décidés à faire entendre leur colère, leurs intérêts et leur conviction qu'il faut changer cette société du tout au tout. Des femmes et des hommes qui ont décidé de se représenter eux-mêmes, parce qu'il n'y a pas à faire confiance aux partis institutionnels.

Le spectacle que les politiciens nous servent est affligeant. On en est au point où le multi-récidiviste Sarkozy veut nous faire pleurer sur ses 20 jours de prison. Et si ce n'était que lui ! Mais il y a tous les autres, y compris Le Pen, qui sont poursuivis pour détournement de fonds publics. Il y a aussi tout le cirque politicien, les alliances de circonstance, les marchandages et les reniements incessants.

Plus fondamentalement, les grands partis, chacun à sa façon, défendent la société capitaliste telle qu'elle est, avec la domination du grand patronat, l'exploitation, la loi du profit, la concurrence et la guerre économique. Ils ne s'affrontent que pour savoir qui gèrera les affaires de la bourgeoisie, qui aura l'honneur, demain, de reculer encore l'âge de la retraite ou pire, d'envoyer nos enfants à la guerre.

Non, ces dirigeants politiques ne représentent pas les intérêts des travailleurs ! Il faut nous représenter nous-mêmes, prendre la parole nous-mêmes, exprimer nous-mêmes nos intérêts. Il faut nous rassembler contre le patronat et ses laquais politiques qui nous divisent.

Que l'on soit en activité, au chômage ou à la retraite, et quels que soient notre secteur, notre origine et notre couleur de peau, nous pouvons être fiers d'appartenir au même camp, celui des travailleurs qui font marcher la société, celui des travailleurs aujourd'hui exploités, mal payés et laissés pour compte, mais qui finiront par se révolter et supprimer les inégalités et les injustices perpétrées par le capitalisme.

Les grands partis politiques feront campagne sur des sujets locaux. Les uns promettent plus de sécurité, les autres, la cantine ou les transports

gratuits, peut-être les deux à la fois. Comme si ces promesses étaient indépendantes de la marche du monde ! Comme si l'insécurité, la délinquance et le narcotrafic pouvaient être résolus à l'échelle d'une ville et n'étaient pas liés à la pauvreté des quartiers populaires, au recul des services publics et à l'emprise du fric sur notre société !

Quant à avoir plus de places en crèche, la cantine gratuite ou l'ouverture d'un nouveau parc pour ses enfants, on pourrait s'en réjouir. Mais si c'est pour leur mettre un uniforme à 18 ans pour qu'ils partent à la guerre, comme Macron en nourrit le projet, on ne peut pas s'en contenter.

Ne nous voilons pas la face. La société est de plus en plus inégalitaire et injuste. Les idées réactionnaires, xénophobes et racistes qui sèment la division parmi les travailleurs avancent, alimentées par la guerre économique. Le monde, dominé par les rivalités impérialistes, est de plus en plus guerrier. Les attaques qui en découlent ne peuvent pas être combattues localement. Elles ne le seront qu'au travers d'un sursaut du monde ouvrier.

Alors, il faut que les travailleurs se fassent entendre. Si, comme nous, vous ne vous résignez pas et que vous voulez exprimer votre colère contre les politiciens, Macron et le grand patronat, rejoignez notre campagne !

Ces listes seront un moyen de nous rassembler et de nous organiser pour opposer une politique aux profiteurs, aux licenciés et à tous les parasites irresponsables qui nous gouvernent. Nous affirmerons que les grands actionnaires ne sont rien sans notre travail. Nous dénoncerons la société capitaliste qui maintient l'écrasante majorité des travailleurs dans le besoin pour les intérêts d'une poignée d'ultrariches et qui marche à la guerre.

En tant que travailleuses et travailleurs, nous ne sommes pas voués à obéir. Nous faisons tourner la société, nous avons des idées pour l'organiser et la diriger de sorte qu'elle réponde, enfin, aux besoins de tous !

Nathalie Arthaud



Présentation des listes LO-Le camp des travailleurs lors de la conférence de presse du 8 décembre.



## Budget de la Sécurité sociale : la santé des profits préservée

Dans un énième épisode du vote du budget, celui de la Sécurité sociale a été approuvé d'extrême justesse à l'Assemblée mardi 9 décembre. Le gouvernement de Sébastien Lecornu peut donc s'estimer tiré d'affaire pendant quelque temps encore. Quant aux milieux patronaux, les gros comme les petits, ils sont encore une fois écoutés et obéis.

La veille du vote, les organisations patronales Medef, CPME et U2P avaient bien rappelé que s'agissant d'économies budgétaires, il fallait « renoncer clairement à toute baisse des allègements de cotisations ». Prétextant le nombre croissant de faillites d'entreprises, les grands capitalistes invoquent les problèmes des artisans et des petits restaurateurs pour crier qu'on veut les égorger !

Les syndicats de médecins libéraux, eux, ont menacé et ils ont obtenu le retrait de l'amendement qui, afin de réaliser quelques économies, prévoyait de fixer les tarifs de certains actes, d'imagerie par exemple, considérés comme des « rentes » par la ministre actuelle de la Santé. C'est d'ailleurs son propre ex-collègue ministre, cardiologue de son état, qui criait à « l'attaque

inédite »... Ce renoncement a été acquis en échange du vote d'un amendement augmentant l'ONDAM, l'objectif national des dépenses d'assurance-maladie, de 2,4 % de rallonge prévus à 3 %, afin d'obtenir l'abstention des députés écologistes. On reste bien loin de ce qui permettrait les milliers d'embauches nécessaires dans les hôpitaux, les maternités, les centres de santé !

Le PS, pour prix de son soutien, obtient une chimère d'augmentation de la CSG sur le capital sous le nom de CFA, contribution financière pour l'autonomie. Elle n'égratignera guère les fortunes capitalistes mais viendra s'ajouter à la suspension



TELMO PINTO NURPHOTO VIA AFP

de la réforme des retraites, gage du vote des députés PS, pour en compenser en partie le coût, paraît-il.

En revanche, pour la population laborieuse, il n'y a rien de bon dans la corbeille de la mariée. Ce budget, pourtant décrié par la droite comme « socialiste », ne contient que des attaques contre les plus pauvres. La taxe de un milliard prévue sur les compléments santé ne manquera pas d'être répercutée par

celles-ci sur les cotisations ou les remboursements. La baisse de prise en charge des cures thermales et le moindre remboursement des médicaments dits à faible service médical rendu, la limitation de la durée des arrêts maladie, accroîtront les renoncements aux soins.

Et voilà à quel prix est assurée la stabilité gouvernementale, du moins pour quelque temps.

**Viviane Lafont**

## Macron à Pékin : en croisade antichinoise

Du 3 au 5 décembre, Macron, accompagné de 35 patrons français, est allé rencontrer les officiels chinois à Pékin puis à Chengdu dans le sud-ouest du pays. Il en a profité pour multiplier les avertissements économiques et protectionnistes à l'encontre de la Chine.

Terres rares, exportations, investissements..., Macron a voulu dénoncer la « loi du plus fort » qui serait celle, uniquement, de la Chine, comme si l'impérialisme français ne savait pas manier la canonniers ! À l'intention de l'opinion occidentale, il a déclaré avoir dit aux dirigeants chinois : « S'ils ne réagissaient pas, nous, Européens, serions contraints, dans les tout prochains mois, de prendre des

mesures, comme par exemple des droits de douane sur les produits chinois. » C'est que les industriels français et européens se plaignent d'être les victimes collatérales de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. Les États-Unis s'étant fermés aux importations chinoises, ces dernières tenteraient de pénétrer le marché européen devenu « un marché d'ajustement. » Macron le déplore

et se plaint que les Chinois « n'importent plus grand-chose de nous. »

Les Européens accusent aussi la Chine de ne pas assez investir en Europe. Ainsi les investissements des capitalistes français en Chine seraient trois fois supérieurs à ceux des capitalistes chinois en France. Macron demande donc à ceux-ci de venir dépenser leur argent en Europe en y construisant des usines mais, a-t-il dit, « en assurant des transferts de technologies ». Au fond, il voudrait obtenir de la Chine le beurre et l'argent du beurre.

Les déclarations de Macron amplifient la

campagne protectionniste antichinoise que l'État français développe pour protéger les intérêts de ses capitalistes nationaux, en cherchant au passage à embarquer l'Union européenne dans cette politique, alors que les bourgeoisies d'Europe ne voient pas toutes les choses de la même manière. Dans sa guerre commerciale, Macron espère peut-être des concessions de l'État chinois ainsi que des commandes pour ses amis capitalistes, mais son protectionnisme ne protégera pas les travailleurs ni du chômage ni des bas salaires. La lutte contre la concurrence étrangère est

même bien souvent le prétexte des patrons pour baisser les salaires ou aggraver les conditions de travail.

Et puis pour Macron, le protectionnisme a un autre intérêt, celui d'un poison utile pour attacher moralement, et politiquement, les travailleurs au char de la bourgeoisie française, en faisant de l'étranger chinois un ennemi commun. Mais les patrons sont des exploiters, d'où qu'ils viennent, et les travailleurs n'ont pas à se ranger derrière eux mais à les combattre, en s'unissant par-delà les frontières jusqu'à les exproprier.

**Serge Benham**

## Agriculture : « souveraineté » des capitalistes de l'agroalimentaire

« La guerre agricole se prépare », c'est ainsi qu'Annie Genevard, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a ouvert la conférence sur ce qu'elle appelle la « souveraineté alimentaire ».

C'est le coup d'envoi d'une série d'autres consultations pour, paraît-il, définir en juin 2025 les axes de la politique agricole.

Un discours martial s'en est suivi sur notre monde où se multiplient les conflits, la destruction des terres cultivées, la hausse des prix mondiaux des denrées agricoles, et sur la nécessité de dépendre moins des produits étrangers. La ministre en a appelé au « patriotisme » des

agriculteurs et des consommateurs, et a plaidé pour l'installation de jeunes agriculteurs et la consommation des produits d'une agriculture saine et bien de chez nous. Avec quels moyens pour les uns et quels salaires pour les autres ? Ce n'était pas le sujet...

Mais Annie Genevard n'a pas oublié de préciser qu'il ne fallait pas « alourdir la fiscalité qui rogne les marges des acteurs », en précisant :

« Je souhaite que l'on érige en priorité le fait d'aider nos usines à exporter. »

Cette grand-messe, pour reprendre le mot de la Confédération paysanne, était

boudée par la plupart des syndicats d'agriculteurs. Elle rassemblait en revanche, en plus du président du marché de Rungis, des représentants de la distribution et de la

production alimentaires. On ne doute pas que leurs pré-occupations, comme celles des gros agriculteurs, seront prises en compte.

**Sylvie Maréchal**



ARVALIS



## Violences policières à Sainte-Soline : “circulez, y a rien à voir”

**Jeudi 4 décembre, Frédéric Teillet, procureur de Rennes, a classé sans suite la plainte de quatre personnes grièvement blessées le 25 mars 2023 à Sainte-Soline.**

Confronté à la publication de vidéos accablantes, il a néanmoins choisi de donner le change en ouvrant une information judiciaire sur des tirs de grenade des gendarmes mobiles.

Quoique interdit, le rassemblement avait réuni plusieurs milliers de personnes sur le site choisi pour le creusement d'une « méga-bassine ». Encouragés par Darmanin, qui annonçait dès la veille « des images très violentes », 3 200 gendarmes et policiers avaient réprimé la manifestation à l'aide de neuf hélicoptères, quatre blindés et d'une vingtaine de quads. Le bilan avait été de 47 blessés (six évacués) chez les forces policières et 200 blessés chez les manifestants, dont 40 graves et deux pronostics vitaux engagés.

Ce classement sans suite intervient un mois après la

fuite de vidéos des caméras embarquées montrant des tirs tendus de grenade, certains gendarmes se félicitant de tirs « en pleine tête » ou dans les parties génitales et regrettant de ne pouvoir tuer les contestataires. Le procureur justifie sa décision en qualifiant de « conforme » l'un des tirs à l'origine des blessures graves et en prétendant impossible l'identification des auteurs des autres tirs : c'est que, voyez-vous, avec 5 000 grenades – une par manifestant – en quelques heures, les tireurs ne manquaient pas !

Le procureur a dû admettre que les images indiquent qu'un de ces tirs proviendrait d'un blindé, mais il a suffi que les gendarmes incriminés nient en être à l'origine pour que l'enquête s'arrête là. Le magistrat s'est néanmoins

senti obligé de faire ouvrir une information judiciaire, mais sans retenir la « mise en danger de la vie d'autrui », qui requiert d'avoir enfreint une règle de sécurité dûment établie. Or, selon le procureur, aucun texte contraignant n'encadre l'usage du lance-grenade Cougar : pas de règlement, pas de mise en danger ! La non-assistance à personne en danger a également été classée sans suite, au motif que les retards de prise en charge des blessés auraient été dus à de malencontreux « malentendus » entre les autorités.

En fait, depuis plus de deux ans, les autorités ne creusent le dossier que pour mieux l'enterrer. Cela fait déjà un an et demi que l'Inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN) a signalé les tirs tendus, souvent réalisés sur ordre... en les minimisant et sans réaction du procureur. L'IGGN aurait par ailleurs « oublié » d'exploiter les images d'un escadron et



CAPTURE DE VIDÉO DES FORCES ARMÉES - L'INDÉPENDANT

« Faut leur tirer dans la gueule ! »

des vidéos que trois escadrons ne se sont même pas donné la peine de transmettre, sous prétexte de caméras en maintenance, d'images effacées...

À l'époque, en période de contestation de la réforme des retraites, l'État et son ministre de l'Intérieur

Gérald Darmanin voulaient faire preuve d'autorité, quitte à risquer des morts, étant entendu que – comme à l'époque des Gilets jaunes – la République couvre les méfaits de ses soudards. Aujourd'hui il doit montrer qu'il tient parole.

**Sacha Kami**

## Sarkozy : un détenu réinséré par Bolloré

**Les écrits de Sarkozy sur sa courte détention, parus le 10 décembre, ont fait l'objet d'une vaste campagne de presse les jours précédents.**

On passera sur les ridicules considérations d'un prisonnier de luxe à propos de la dureté des conditions de détention. Des dizaines de milliers d'autres, détenus et surveillants, les subissent réellement chaque jour et Sarkozy a lui-même contribué à les dégrader. On passera encore plus vite sur l'illumination religieuse qui aurait poussé le martyr à s'agenouiller et à prier « pour avoir la force de porter la croix de cette injustice ». Manquent l'éponge de vinaigre, la couronne d'épines et les clous, mais on attend la prochaine condamnation suivie d'une nouvelle incarcération et, qui sait, d'un nouvel opus.

L'illumination politique, en revanche, a été prise au sérieux par les commentateurs. Sarkozy, touché par les manifestations de sympathie de Le Pen et de ses séides, refusera dorénavant les alliances électorales

dites de front républicain, destinées à faire barrage aux candidats du Rassemblement national. Cette déclaration, mise en exergue par l'extrême droite et ses médias, pudiquement commentée par ses amis de LR, a suscité les hauts cris des porte-parole et des éditorialistes de gauche.

Cette indignation est quelque peu surjouée. D'abord les autres ténors de droite, comme Retailleau et Wauquiez, ont déjà fait plusieurs pas dans cette direction, pour ne pas parler de Ciotti qui avait, lui, carrément devancé l'appel en rejoignant Le Pen. Ensuite le prétendu cordon sanitaire entre la droite et l'extrême droite n'a jamais été très solide sur le plan électoral et n'a jamais vraiment existé politiquement ni, surtout, socialement. C'est l'histoire d'une querelle de famille dans laquelle les transfuges, dans un sens ou dans

l'autre, sont nombreux et les pardons fréquents. Enfin, la perspective de l'union des droites, aujourd'hui plus que tangible, illustre combien l'appel cent fois répété de la gauche à soutenir la droite contre le danger d'extrême droite, autrement

dit Chirac, Sarkozy ou Retailleau contre Le Pen, repose sur un mensonge.

Pour Sarkozy l'illumination, en plus d'être logique, est rentable. L'ex-président est un ami de longue date du milliardaire d'extrême droite Bolloré, qui lui prête

son yacht en 2007 pour fêter sa victoire électorale. Il est aussi en affaires avec lui comme membre du conseil d'administration du groupe Lagardère, propriété de Bolloré. Son livre, édité par Fayard, également du groupe Bolloré, a été recensé et même encensé avant publication par tous les organes de la pieuvre, CNews, le Journal du Dimanche, Europe 1 etc. Sarkozy épouse donc désormais les idées du patron, c'est-à-dire l'union de la droite et de l'extrême droite pour assurer un État fort, un gouvernement ferme régnant sur des travailleurs qu'ils souhaitent soumis, et en tous cas pressurés et divisés de toutes les façons possibles, et des profits rebondis.

Et, qui sait si, faute d'une Marine Le Pen empêchée judiciairement et devant un Bardella encore un peu léger aux yeux du grand patronat, Sarkozy ne rêve pas d'assurer lui-même, à nouveau, le premier rôle ?

**Paul Galois**





## Congrès 2025 : défendre les idées révolutionnaires

Le congrès annuel de Lutte ouvrière s'est tenu les 7 et 8 décembre en région parisienne. Il a fait le bilan des activités de l'organisation dans l'année écoulée, élu sa direction et discuté de la situation politique et sociale, notamment autour de deux textes soumis au vote.

L'un des textes portait sur la situation internationale. Intitulé « Crises, guerres et recherches d'alliance », il contient des développements sur la guerre en Ukraine et au Moyen-Orient. Le second examinait « La situation politique et sociale en France ». Ces textes ainsi que les discussions et compléments apportés au congrès paraîtront dans le prochain numéro de notre mensuel Lutte de classe. Comme chaque année, les groupes politiques qui appartiennent à notre tendance internationale, l'UCI (Union communiste internationaliste), étaient invités. Des camarades venus de Côte d'Ivoire, Haïti, Turquie, Grande-Bretagne, Italie, Espagne, Allemagne, Belgique, États-Unis étaient présents, tout comme nos camarades de l'île de La Réunion, ainsi que du groupe Combat ouvrier, présent en Martinique et Guadeloupe.

### Un monde en marche vers la guerre

Comme l'ont noté toutes les discussions, à l'échelle internationale, on continue de cheminer vers une nouvelle guerre mondiale, et la « colombe de la paix » qui s'est installée à la tête de la première puissance impérialiste contribue à accélérer le processus.

À Gaza, le cessez-le-feu apparaît en fait comme une nouvelle étape dans l'écrasement des Palestiniens. La paix de Trump est la paix des cimetières à Gaza et l'accélération de la colonisation en Cisjordanie, c'est-à-dire l'oppression généralisée des Palestiniens. Parler de cessez-le-feu est d'ailleurs abusif, car l'armée israélienne continue de commettre des tueries dans les deux territoires, mais aussi au Liban, qui est régulièrement bombardé.

En Ukraine, les États-Unis et la Russie sont en train de se partager le pays, mais la guerre continue de faire des dizaines sinon des centaines de morts chaque jour. Les populations

ukrainienne et russe n'ont pas fini de payer cette guerre fratricide qui n'a profité qu'aux oligarques russes, aux oligarques ukrainiens et surtout aux puissances occidentales. Pendant que les combats faisaient rage dans le Donbass, des terres, des mines, des entreprises ukrainiennes étaient mises sous pavillons occidentaux, américains et européens.

Des affrontements sanglants se multiplient en Afrique, au Soudan, en République démocratique du Congo, au Sahel. Dans les Caraïbes, Trump mène une petite guerre navale prétendument contre les trafiquants, en fait pour intimider Maduro, qu'il veut démettre... de façon à mettre plus facilement la main sur le pétrole dont le Venezuela regorge.

Au-delà de ces guerres ouvertes, une guerre sourde et permanente se mène entre toutes les grandes puissances, la guerre économique. C'est la guerre pour les marchés, pour les terres rares, pour les minerais,

pour le contrôle de l'espace, des fonds marins. Cette guerre oppose les États-Unis, l'Europe, la Chine, avant sans doute de mettre face à face les deux géants que sont les États-Unis et la Chine.

Contrairement à la propagande qui fait reposer toute la responsabilité de l'ambiance guerrière sur Poutine et Xi Jinping, nous pensons que Trump, Macron, Merz, Starmer, qui sont les piliers de l'ordre impérialiste, sont parmi les principaux fauteurs de guerre. Pour s'opposer à l'évolution guerrière, il faut d'abord se tourner contre ses propres dirigeants et leur demander des comptes.

En France, il n'y a pas encore la guerre, mais déjà une mise en condition guerrière. Une propagande intense se mène pour expliquer à la population qu'elle subit les menaces de la Russie et une déferlante chinoise... Ou bien expliquer, comme l'a fait le général Mandon, qu'il va falloir accepter que ses enfants meurent à la guerre.

Nous rejetons cette propagande et nous dénonçons le retour du service militaire tout comme l'augmentation du budget militaire parce que ce sont autant de pas supplémentaires vers la guerre, qu'il ne faut pas accepter.

Ce que l'on subit aujourd'hui, et qui fait considérablement régresser les conditions de vie est une autre forme de guerre : c'est la guerre sociale, la guerre que le grand patronat et le gouvernement mènent contre les travailleurs.

Elle se mène au travers des licenciements, de l'écrasement des salaires, de l'aggravation des conditions

d'exploitation. Elle se mène au travers du racket que constitue l'inflation, par le biais du budget qui se discute en ce moment et qui vise à faire porter l'essentiel du poids de la dette sur les travailleurs. Alors même que cette dette a été contractée en faveur du grand patronat et des plus riches...

### La bourgeoisie mène une guerre sociale

Les résultats de cette guerre sociale se mesurent par la pauvreté et la précarité grandissantes, alors que les grandes fortunes n'ont jamais atteint de tels sommets et que le nombre de milliardaires a bondi, que les profits et le cours des actions ont explosé...

Tous les partis politiques, d'une façon ou d'une autre, masquent cette guerre sociale. Ils font tous diversion, par exemple en accusant la concurrence déloyale de la Chine. Le RN et la droite rivalisent pour mettre tous les problèmes au compte des immigrés, voire des musulmans. C'est d'autant plus révoltant que les immigrés sont des travailleuses et des travailleurs sur lesquels reposent les tâches et les métiers les plus pénibles de la société.

En plus de leur démagogie et de leur diversion sur le thème du protectionnisme et du souverainisme, comment ne pas être écœuré par le spectacle offert par tous les partis institutionnels ! On en est au point où le multirécidiviste et multicondamné Sarkozy veut faire pleurer sur ses 20 jours de prison ! Mais il n'y a pas que Sarkozy, il y a tous les autres, y compris Le Pen, qui sont poursuivis pour détournements de fonds publics. À cela s'ajoute le cirque politicien, les alliances de circonstance, les marchandages et



les reniements incessants.

Ces responsables politiques et tous ces grands partis n'ont jamais un mot pour dénoncer l'exploitation, la rapacité patronale et l'irresponsabilité des grands actionnaires qui sont capables de détruire les hommes et la nature pour leurs milliards. Ils ne peuvent en aucun cas représenter les intérêts des travailleurs. Quand on est ouvrier, on n'a aucune raison de faire confiance à ces gens-là, qui se chamaillent pour savoir qui gèrera demain les affaires de la bourgeoisie, pour savoir qui aura l'honneur de reculer encore l'âge de la retraite ou, pire, d'envoyer la jeunesse à la guerre !

QUEST FRANCE



Exercice militaire dans le Morbihan en juin 2025.

### Lutte ouvrière aux municipales

Nous disons qu'il faut que les travailleurs se représentent eux-mêmes, qu'ils prennent eux-mêmes la parole, qu'ils s'organisent. C'est la raison pour laquelle Lutte ouvrière présentera des listes aux

élections municipales et sera aussi présente à l'élection présidentielle de 2027, à travers la candidature de Nathalie Arthaud.

Dans les semaines à venir, Lutte ouvrière sera mobilisée pour que

les travailleurs se fassent entendre lors de ces municipales. Des listes Lutte ouvrière-Le camp des travailleurs seront présentes dans plus de 250 communes, dont les plus grandes villes du pays.





## Téléthon : générosité populaire, avarice des puissants

À l'issue des 30 heures d'émission télévisée organisées les 5 et 6 décembre pour sa 39<sup>e</sup> édition, le Téléthon a reçu 83,5 millions d'euros de promesses de dons, en hausse de près de 3 millions par rapport à 2024.

Des dizaines de milliers de bénévoles ont participé à cette opération annuelle en faveur de la recherche sur les maladies rares. La réponse des donateurs, pour la plupart des particuliers, s'y ajoute, révélatrice d'un sentiment de solidarité envers les malades existant dans la population, et de la volonté largement partagée d'aider à financer la recherche médicale. On ne peut pas en dire autant des pouvoirs publics et encore moins des laboratoires pharmaceutiques.

Du côté de l'État, l'heure est à l'austérité, dans ce domaine comme pour tout ce qui relève de la santé publique. Alors que les maladies rares touchent 3 millions de personnes en France, le quatrième « plan national maladies rares »,

lancé en février 2025, n'est doté que de 223 millions d'euros par an. À cause de la baisse de son budget, l'Inserm, institut de recherche public dédié à la santé, prévoit pour 2026 un recrutement en baisse de plus de 20 %, avec seulement 55 postes de chercheur, contre 75 ces dernières années, et aucun nouveau poste d'ingénieur ou de technicien. Plus généralement, toute la recherche publique est à la peine. Alors qu'en 2000, les pays de l'Union européenne s'étaient fixé pour objectif de consacrer 3 % de leur PIB à la recherche publique, la France est toujours sous 2,2 %. La grande majorité des universités finissent cette année en déficit et doivent réduire encore investissements et recrutements.

Quant aux grands laboratoires pharmaceutiques, ils ne trouvent pas d'intérêt à investir dans des recherches et des traitements pour des maladies rares, qui ne leur offrent pas de perspectives de marchés assez profitables.

Les malades et leurs familles en sont donc réduits à compter sur la générosité de la population pour faire avancer la recherche. C'est d'autant plus écœurant que des progrès importants ont été accomplis ces dernières années, notamment grâce aux programmes soutenus par l'AFM Téléthon, l'association qui organise la collecte. Celle-ci finance actuellement 40 essais cliniques chez l'humain, mais elle n'a pas assez de moyens pour tous les projets de traitements en cours de développement.

Le moindre Rafale vaut plus de deux fois les 84 millions collectés le week-end du Téléthon et il suffirait d'une toute petite partie du



CAPTURE D'ÉCRAN AFM-TÉLÉTHON

Le Téléthon 2025.

budget de l'armée pour ouvrir de bonnes perspectives aux malades. Plus encore, développer massivement les recherches écornerait à peine les bénéfices des entreprises de la pharmacie : 8,9 milliards d'euros de bénéfices en 2024 pour Sanofi, 11,9 milliards pour

Novartis, 13,5 milliards pour Novo Nordisk. Mais, entre les engins qui tuent et ceux qui soignent, entre les dividendes des actionnaires et les budgets de la recherche, les capitalistes comme les pouvoirs publics font leur choix.

Claire Dunois

## Alcool : une drogue légale qui coûte cher

Les sociétés de commercialisation et production d'alcool ont trouvé la parade à la loi Evin, qui depuis 1991 encadre la publicité pour l'alcool. Elle consiste à la développer sur les réseaux sociaux et à partir des influenceurs.

En 2023, l'association Addictions France a relevé la promotion de 800 marques d'alcool par 483 influenceurs. La grande majorité des mineurs reçoit par ce biais des contenus incitant à la consommation d'alcool.

À l'heure où les pouvoirs publics s'affolent devant la généralisation de l'usage des drogues illégales, la drogue légale que

représente l'alcool est en fait toujours un fléau. La consommation à l'adolescence peut perturber le cerveau. La consommation qui semble récréative peut entraîner une dépendance, et un quart des accidents mortels sur la route est imputable à une consommation excessive. Tout comme les autres drogues, l'alcool donne une illusion de

liberté momentanée, chèrement payée pour ceux qui en deviennent dépendants.

Si les pouvoirs publics notent une diminution de la consommation, elle n'empêche pas une hausse des hospitalisations pour dépendance. Face à cela, le lobbying des producteurs, des bars ou des distributeurs est toujours à l'œuvre pour empêcher ou retarder des mesures de bon sens comme l'interdiction de toute publicité pour l'alcool. Quant à la baisse de la consommation, en particulier des spiritueux, elle pousse ce secteur patronal à réclamer l'aide de l'État alors même que le coût social de la consommation d'alcool en France est officiellement de plus de 100 milliards par an.

La bataille contre les drogues, légales ou non, est d'autant moins menée que de grosses affaires sont en jeu, quelles qu'en soient les conséquences pour la santé.

Inès Rabah



Promotion d'alcools par des influenceurs.

## Pauvreté : ça monte

La Drees, un organisme de statistiques de l'État, a publié le 4 décembre son étude annuelle sur les minima sociaux. Sans surprise, elle montre une hausse du nombre d'allocataires pour l'année 2024.

4,25 millions de personnes touchent une aide sociale, qu'il s'agisse du RSA, de l'allocation aux adultes handicapés, du minimum vieillesse ou de l'allocation de solidarité spécifique. C'est une hausse de 1,3 % par rapport à l'année précédente. En comptant que les allocataires font vivre conjoints et enfants avec ces aides, cela fait qu'au total, près de 7 millions de personnes en dépendent.

Ces travailleurs pauvres, actifs ou au chômage, qui touchent des aides de quelques centaines d'euros par mois, sont souvent désignés par des politiciens grasement payés comme des profiteurs, des parasites vivant sur le dos de la société. Ils cherchent ainsi à diviser les travailleurs entre ceux qui touchent des aides et ceux qui n'en touchent pas. En réalité, nul travailleur ne veut vivre de la charité. Chacun devrait pouvoir

vivre dignement de son travail, avec des salaires corrects, alignés sur le coût réel de la vie – et non celui imaginaire des statisticiens ou du gouvernement.

Les allocations permettent parfois de sortir tout juste la tête de l'eau, mais le nombre d'allocataires est surtout le symptôme de la montée de la pauvreté dans une société qui regorge par ailleurs de richesses.

Camille Paglieri





## Salaires : imposer de véritables augmentations !

D'après une étude réalisée sur les 143 premiers accords signés à l'occasion des négociations annuelles obligatoires (NAO) dans les entreprises de plus de cinquante salariés pour l'année 2026, l'augmentation moyenne des salaires serait de 1,7 %.

Ce chiffre est en très net recul par rapport aux 2,3 % de 2025 et aux 3,5 % de 2024.

Le gouvernement lui-même a donné le tempo, puisque la revalorisation du smic – 1 426,30 euros net depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2024 – se situera entre 1,2 et 1,4 % au 1<sup>er</sup> janvier, le minimum légal. Le prétexte de ce quasi-blocage des salaires est que l'inflation officielle serait autour de 1,3 % à la fin de l'année.

En réalité, les salaires réels baissent depuis des années du fait de la flambée des prix des produits de première nécessité et de l'énergie. Depuis novembre 2021, le prix du panier d'une quarantaine de produits types a bondi de 23 %. Bien des foyers sont obligés de choisir entre les dépenses de chauffage et de nourriture, de sacrifier le plein d'essence ou quelques jours de vacances, et, pour beaucoup, la viande, les fruits

et légumes deviennent des produits de luxe. Avec des salaires qui ont décroché par rapport à l'inflation, l'ensemble du monde du travail et des classes populaires voit ses conditions de vie se dégrader, voire sombre dans la misère.

Dans le même temps, les dividendes versés aux actionnaires des grandes entreprises battent des records : 97,2 milliards d'euros en 2024, 98,2 milliards en 2025, qui sont allés irriguer les circuits de la spéculation financière et ont fait exploser la consommation de luxe. Ces profits proviennent de l'exploitation des travailleurs. C'est une politique

générale de la classe capitaliste : dans toutes les entreprises, la charge de travail s'alourdit, les cadences augmentent et les salaires sont tirés vers le bas.

Arracher de véritables augmentations de salaire pour tous, imposer qu'ils suivent l'augmentation réelle des prix ne se fera pas entreprise par entreprise, sur le tapis vert de prétendues négociations salariales. Une lutte d'ensemble de la classe ouvrière sera indispensable, dirigée et contrôlée par les travailleurs eux-mêmes.

Boris Savin



## Travailleurs sans papiers : dans la rue le 18 décembre pour la régularisation



Les associations de travailleurs sans papiers et de soutien aux migrants appellent à se rassembler et à manifester dans plusieurs villes du pays à l'occasion du 18 décembre, Journée internationale des migrants.

Face aux campagnes qui stigmatisent les travailleurs avec ou sans papiers ou d'origine étrangère, ces associations veulent rappeler que « ce pays ne marche pas sans les immigrés » et « si on s'arrête, tout s'arrête », en menant campagne sur le thème « Une journée sans nous ».

Le nombre de travailleurs sans papiers en France est estimé à 700 000 et il ne fait qu'augmenter du fait des non-renouvellements des titres de séjour, des refus de régularisation, de la chasse aux migrants menée par la plupart des pays européens. Les sans-papiers

assurent les tâches indispensables au bon fonctionnement de la société, sur les chantiers du bâtiment, dans le ramassage des déchets, dans la propreté, les hôtels, la restauration, dans les soins aux personnes âgées ou la garde d'enfant, etc.

Et pourtant, depuis des années les gouvernements successifs entravent l'attribution des papiers, multipliant à leur encontre les OQTF (obligation de quitter le territoire français) et les contraignant à vivre dans une quasi-clandestinité. Cela s'accompagne de discours et déclarations xénophobes et racistes n'ayant

pour but que de diviser, de dresser les travailleurs les uns contre les autres en fonction de la couleur de leur peau ou de leur religion. Cela permet au patronat de profiter de cette situation en les surexploitant et en faisant ainsi reculer la condition de tous les travailleurs.

La classe ouvrière ne doit pas tomber dans le piège de la division. Ce combat pour la régularisation des sans-papiers et l'égalité des droits concerne tous les travailleurs, qu'ils soient français ou étrangers, avec ou sans papiers.

**À Paris, le rassemblement aura lieu place de la République le jeudi 18 décembre après-midi, avec prises de parole à partir de 15 heures et manifestation à 17 heures.**

Correspondant LO

## Perrier : en eaux troubles

L'agence régionale de santé (ARS) d'Occitanie vient de rendre un avis favorable à la poursuite de la commercialisation des « eaux minérales naturelles » Perrier, une des marques du géant de l'industrie agroalimentaire Nestlé.

Nestlé Waters a dû fermer trois de ses cinq forages en raison de contaminations trop importantes. Les deux dernières sources, dont la principale est à Vergèze, dans le Gard, sont censées être « naturelles ». Dans la réalité, entre avril et novembre 2025, pas moins de 28 cas de dépassement de normes bactériologiques ont été relevés. Cet été, des cas de contamination aux matières fécales avaient déjà fait scandale. Début septembre, 34 palettes de bouteilles d'eau Perrier ont été détruites en raison de la présence de bactéries. Le 22 septembre, 400 palettes de bouteilles ont été concernées ; fin novembre, 720 palettes étaient immobilisées à cause d'une contamination sur une ligne d'emballage. Mais, visiblement, il en faut plus pour inquiéter les autorités, et la multinationale a donc obtenu un nouveau délai pour exploiter des sources pourtant qualifiées de « vulnérables » aux contaminations.

En janvier 2024, une enquête du Monde et de Radio France avait

montré les liens multiples entre Nestlé et les plus hauts sommets de l'État. En appelant directement les bureaux des ministres concernés, en rédigeant eux-mêmes des amendements aux rapports d'analyses, les dirigeants de Nestlé ont obtenu des changements de normes, des autorisations pour continuer à vendre à prix d'or une eau qui n'a en fait rien de naturel mais qui est traitée aux UV ou au charbon. En s'appuyant sur tous ces faits, largement établis par différents rapports de journalistes et même de sénateurs et de parlementaires, l'association UFC-Que Choisir a porté plainte contre Nestlé pour tromperie sur la marchandise. Mais on ne touche pas impunément à un tel géant, dont les ramifications s'étendent loin. Le tribunal judiciaire de Nanterre a rendu le 18 novembre un avis là aussi favorable à Nestlé.

Appuyés sur des États à leur service, ces groupes capitalistes comptent bien étancher leur soif de profits, quel qu'en soit le prix.

Camille Paglieri



# Ukraine : un effroyable bilan humain

Trump a répété le 2 décembre, « *Nous sommes très près d'un accord* » de paix en Ukraine. Cela reste à voir, et malheureusement pour beaucoup, bien plus nombreux qu'on ne l'avoue du côté ukrainien comme du côté russe, de toute façon cela ne changerait plus rien.

En effet, Keith Kellogg, envoyé spécial de Trump au Forum national de défense en Californie, y a annoncé que « *la Russie et l'Ukraine ont perdu ensemble plus de deux millions de personnes* », ajoutant : « *Réfléchissez-y. Ce sont des chiffres effrayants.* » À l'appui de ses dires, il s'est livré à une petite comparaison, en rappelant que l'Union soviétique s'était retirée d'Afghanistan en 1989 après y avoir perdu « seulement » 18 000 soldats, et que les États-Unis n'en avaient perdu « que » 58 000 quand

ils avaient décidé d'évacuer leurs troupes du Vietnam en 1975.

Il n'y a nul moyen de vérifier les chiffres qu'avance Keith Kellogg sur la guerre en Ukraine. Mais ils semblent bien plus réalistes que ceux fournis officiellement par Kiev : ne dépassant pas 50 000, ils relèvent de la propagande militaire. Et, pour les mêmes raisons, Moscou, pour sa part, ne fournit aucun chiffre !

Le nombre d'un million de victimes recoupe ce qu'a déclaré au Parlement

ukrainien le député du parti Baktivchina (la Patrie) Vadim Ivchenko : il évalue le celui des morts ukrainiens à un demi-million et à autant celui des blessés. Un engagé volontaire, cité sur les réseaux sociaux ukrainiens, a calculé de son côté que, chaque jour, l'Ukraine aurait en moyenne 18 soldats tués, 243 blessés et 79 « disparus », soit des pertes de 10 500 par mois pour l'armée, compte non tenu des pertes civiles.

En avançant un bilan aussi effroyable, l'envoyé de Trump, qui en a vu bien d'autres au service de la première puissance impérialiste au monde, n'est évidemment pas devenu un commentateur compatissant des ravages d'une guerre voulue et engendrée par la politique

des États-Unis dans l'espace ex-soviétique. Il cherche juste à appuyer le nouveau volet de la même politique américaine constitué par le plan dit « de paix » de Trump,

cependant que civils et militaires, qu'ils soient ukrainiens ou russes, continuent à tomber pour des intérêts qui ne sont pas les leurs.

Pierre Laffitte



Le Mur du souvenir des morts pour l'Ukraine, à Kiev, le 9 décembre 2025.

## Effondrement démographique

Quand l'URSS a implosé et que, comme ses 14 autres Républiques constitutives, l'Ukraine s'est retrouvée indépendante fin 1991, les bureaucrates ukrainiens, qui avaient œuvré à cette disparition, répétaient « *nous sommes 50 millions* ».

Ses dirigeants voulaient rassurer des populations qui, du jour au lendemain, avaient dû passer d'un immense État peuplé de près de 300 millions d'habitants à un pays bien plus petit et moins peuplé.

Aujourd'hui, selon son institut de démographie, l'Ukraine, qui comptait encore 42 millions de citoyens avant 2022, n'en a plus que 36 millions. Ces mêmes démographes estiment qu'en 2051 la population aura chuté à 25 millions. Ce serait deux fois moins que soixante ans plus tôt. L'ONU, pour sa part, estime que la population ukrainienne a diminué de dix millions depuis l'extension de la guerre en février 2022.

Cet effondrement, qui se poursuit, doit beaucoup aux morts d'une guerre

qui a débuté en 2014 dans le Donbass. Outre ses morts et les décès à venir de certains grands blessés, il faut prendre en compte les millions d'Ukrainiens ayant fui le pays pour échapper à la guerre, dont beaucoup n'ont pas l'intention de revenir. À cela s'ajoutent des calculs de la CIA rapportés par l'agence de presse Reuters. La centrale américaine du renseignement attribue à l'Ukraine un double record pour 2024 : celui du taux de mortalité le plus élevé au monde et celui du taux de naissance le plus bas, avec environ trois morts pour une naissance.

En Ukraine, en 2024, l'espérance de vie des hommes est passée à 57,3 ans contre 65,2 ans avant la guerre, celle des femmes à 70,9 ans contre 74,4 ans précédemment. Cela vaut pour toutes les régions,

même très éloignées du front, car aux ravages de la guerre proprement dite s'ajoutent ceux dus à l'effondrement des conditions de travail, de salaire et de vie en général des classes populaires.

D'ores et déjà, pour assurer un minimum de fonctionnement à son économie, l'Ukraine importe nombre de travailleurs asiatiques. Cela ne suffit pas, et cela suffira encore moins si un jour les canons cessent de gronder, pour assurer la reconstruction du pays. Le montant financier nécessaire, estimé à 500 milliards d'euros, fait saliver tous les grands groupes capitalistes d'Europe et d'Amérique. Mais pour que ces profits gigantesques se concrétisent, il faudra des bras pour les produire. Or, rien n'assure qu'ils seront là. Et c'est bien ce qui inquiète l'ONU, la CIA et d'autres institutions du monde impérialiste quand elles se penchent sur la démographie en Ukraine.

P. L.

## Diplomatie, corruption et crimes de guerre

Si les médias ont beaucoup parlé du plan de paix en 28 points de Trump pour l'Ukraine, ils ne sont guère entrés dans ses détails.

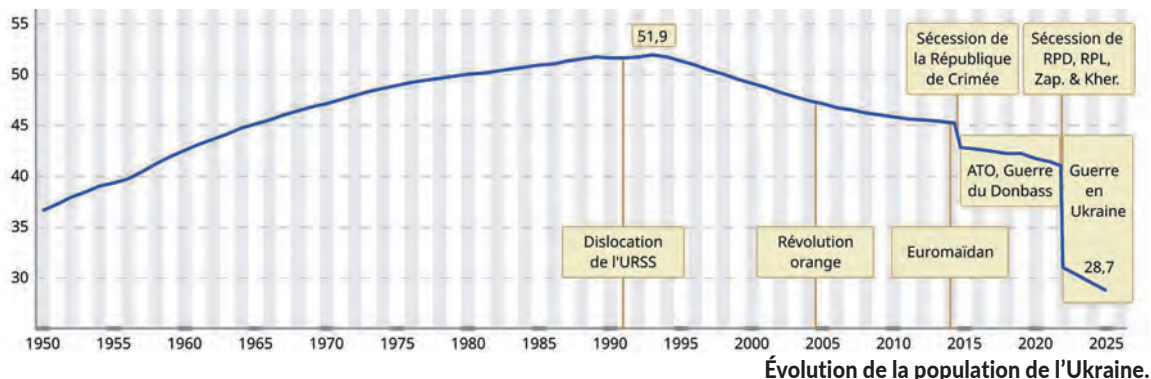
Certes, on a appris qu'il prévoyait que l'Ukraine devrait céder des territoires à la Russie, qu'elle ne pourrait pas adhérer à l'OTAN, comme ses dirigeants l'espéraient, mais le reste des dispositions du plan initial restait dans le flou.

Et que dire des versions remaniées de ce plan, élaborées par les diplomates et émissaires américains, ukrainiens, puis russes, à Genève ou en Floride ? Eh bien, précisément, on peine à en dire quoi que ce soit car ceux qui décident du sort des peuples aux tables de négociation n'ont pas pour habitude d'éclairer les premiers concernés, les peuples. À peine sait-on que de 28 points au départ, le plan n'en compterait plus que 19, ceux qui ont disparu ayant été retirés à la demande des dirigeants européens ou de Zelensky, le président ukrainien. Ce retrait aurait pour but, dit-on, d'obtenir qu'ils acceptent de conclure un accord qui leur convienne, mais là encore sans que filtrent les détails de ces tractations.

Cela étant, quand Zelensky se félicite des « avancées » obtenues, il semble bien que deux aspects en particulier soient là pour le satisfaire. Les « pourparlers » auraient notamment abouti à exclure le point prévoyant de vérifier l'absence de corruption dans les aides reçues par l'Ukraine, une corruption qui enrichit les hommes au pouvoir. Par ailleurs, aurait été ajoutée une disposition concernant l'amnistie des crimes de guerre.

On comprend que Zelensky, dont des ministres, des proches et des associés ont pillé ces aides et le budget ukrainien, puisse souffler alors qu'il se trouve au centre de scandales de corruption. Quant aux dits crimes de guerre, même si les médias ont volontairement surtout pointé ceux commis par l'armée russe, l'état-major ukrainien aimerait sans aucun doute qu'on n'y regarde pas de trop près en ce qui le concerne.

P. L.





# Gaza : Israël utilise les gangs

D'un côté de la « ligne jaune » qui coupe Gaza en deux, quelque deux millions de Gazaouis tentent de survivre. De l'autre, l'armée israélienne rase les bâtiments encore debout, protège et arme des gangs criminels palestiniens.

Yasser Abou Shebab, assassiné le 4 décembre au cours d'un règlement de comptes, était le chef de gang le plus haï de Gaza. Enrichi par la contrebande dans les tunnels sous la frontière de Rafah et par le trafic de drogue dans les années précédant le 7 octobre 2023, condamné et emprisonné par le Hamas, Abou Shebab s'était placé depuis deux ans sous la protection de l'armée israélienne.

Équipé des armes neuves que celle-ci lui a fournies, son gang attaquait les convois humanitaires des ONG, déjà visés par les tirs israéliens. Abou Shebab revendait ensuite sur le marché noir, à prix d'or, les marchandises vitales. Après les attaques contre les convois humanitaires, Israël a chassé les ONG avant de les remplacer, entre

mai et octobre 2025, par la Fondation humanitaire de Gaza. L'incompétence patente et la brutalité de cette organisation américano-israélienne, créée pour l'occasion, ont provoqué la mort d'au moins 1 400 Palestiniens au moment des distributions.

Depuis le début de la paix de Trump, le 10 octobre, plusieurs bandes du même type se sont installées dans la « zone jaune », sous occupation israélienne, où elles peuvent contrôler les rares routes d'accès à l'autre moitié de Gaza. Ainsi, le gang de Hussam al-Astal, condamné à mort par le Hamas pour avoir assassiné un de ses agents, libéré par l'offensive israélienne de 2023, quadrille les ruines de Khan Younès. Celui de Rami Hillis, un mafieux autrefois proche du Fatah,

sévit vers Gaza-ville.

La « zone jaune » – 54 % de la bande de Gaza – est aujourd'hui un no man's land où l'armée israélienne détruit méthodiquement tout ce qui demeure debout pour empêcher le retour des Gazaouis. Dans les pourparlers sur l'avenir de Gaza, certains dirigeants israéliens et américains, dont le gendre de Trump, Jared Kushner, envisagent de construire dans cette zone ce qu'ils appellent des « communautés sécurisées alternatives », c'est-à-dire des villages palestiniens hors de contrôle du Hamas. Selon un informateur américain du journal *Le Monde*, les chefs de gang protégés par Israël proposeraient de former « un conseil militaire commun » et un « gouvernement civil de transition » pour administrer cette zone jaune.

Si délirante que soit cette hypothèse, qui aboutirait à confier la gestion de cette portion de Gaza à des trafiquants de drogue et des gangsters, elle n'est pas invraisemblable tant elle est conforme aux méthodes des dirigeants impérialistes. Pendant des décennies, les dirigeants israéliens ont ainsi favorisé l'émergence du Hamas pour affaiblir le Fatah et l'OLP de Yasser Arafat. Quant à Trump, il vient de gracier l'ancien président du Honduras, condamné à 45 ans de prison aux États-Unis pour trafic de drogue à l'échelle internationale. De Washington à Jérusalem, les brigands et les mafieux sont au pouvoir.

Xavier Lachau



La « Zone jaune ».

## Traumatismes de guerre

À la suite de leur participation à la guerre contre les Palestiniens depuis le 7 octobre 2023, 22 000 soldats israéliens blessés sont pris en charge par un département de rééducation. 58 % le sont pour trouble psychologique.

Le ministère de la Défense israélien a fini par publier, au moins partiellement, les chiffres qui mesurent les dégâts humains dans ses troupes. Le nombre des soldats concernés ainsi que des centaines, morts au combat, est sans commune mesure avec celui des victimes palestiniennes, tuées ou blessées. Mais, comme toute guerre

et en particulier une sale guerre coloniale, la guerre contre Gaza provoque des traumatismes très importants y compris dans l'armée la plus puissante. En Israël, cela concerne en grande majorité des réservistes, et des jeunes recrues qui se sont retrouvées sur le front lors de leur période de service militaire. En 2024, officiellement, 16 000

d'entre eux souffrent de troubles psychologiques. Et 9 000 combattants ont des dossiers de reconnaissance en cours.

Des centres de réadaptation, des maisons d'accueil sont développés et les médecins s'attendent à une multiplication des cas à la fin de la guerre. D'ores et déjà, les violences familiales et les suicides ont fortement augmenté. La population israélienne n'a pas fini de payer les conséquences de la politique de guerre à outrance de son gouvernement.

Inès Rabah

# Dettes : les pays pauvres saignés par la finance

La Banque mondiale vient de publier un rapport sur la dette record des 78 pays les plus pauvres, soit près de 9 000 milliards de dollars.

Pour la troisième année consécutive, ces pays ont dépensé plus pour rembourser leur dette extérieure que pour leur développement. La part des ressources consacrée à la dette atteint même un niveau record depuis 50 ans.

En ce qui concerne ces pays, le total de leurs remboursements en 2024 a bondi de 16,5 % par rapport à l'année précédente ce qui réduit d'autant les dépenses de santé, d'éducation ou de construction d'infrastructures indispensables. Dans les 22 pays les plus endettés, 56 % de la population n'ont

pas accès à une alimentation saine et nutritive.

Les taux d'intérêt des nouveaux prêts contractés en 2024 s'élèvent. Cela augmente encore les risques, pour les États concernés, de ne pas pouvoir payer dans les années à venir, et de se voir imposer par leurs créanciers des coupes encore plus importantes dans leurs budgets. Les pays pauvres continuent donc à s'appauvrir, en enrichissant les banques et les vautours de la finance, qui leur prêtent de l'argent à des taux de plus en plus prohibitifs.

Hélène Comte



## Milliardaires : ils ne connaissent pas la crise

Selon un rapport de la banque suisse UBS les milliardaires n'ont jamais été aussi nombreux dans le monde : 2 919 exactement, soit 287 de plus que l'année dernière.

Leur patrimoine cumulé, en augmentation de 13 %, s'élève à environ 15 800 milliards de dollars. C'est plus que le produit intérieur brut (PIB) de toute la zone euro, le total des richesses créées par les vingt pays de cette zone au cours de l'année. Parmi ces milliardaires, 919 sont américains, 547 européens dont 46 français, 470 chinois.

Mais il n'est pas difficile pour un milliardaire de changer de pays de résidence, par souci de qualité de vie, mais aussi pour échapper aux impôts.

Parmi les nouveaux milliardaires de cette année, beaucoup sont à la tête d'entreprises exploitant des dizaines de milliers de travailleurs dans le monde entier, et 91 d'entre eux n'ont eu qu'à se donner la peine d'hériter.

L'humanité n'a jamais produit autant de richesses, et jamais celles-ci n'ont été autant accaparées par une minorité de plus en plus parasitaire.

H. C.



## Union européenne : toujours plus dure avec les migrants

**Les ministres de l'Intérieur des 27 pays membres de l'Union européenne, réunis à Bruxelles le 8 décembre, ont donné leur feu vert à un net durcissement de leur politique commune antimigrants.**

Bien qu'estimant que les arrivées irrégulières de migrants sont en baisse de 20 % par rapport à l'année dernière, les ministres ont approuvé trois textes que d'une part la Commission européenne veut faire adopter en 2026 ; et que d'autre part une majorité du Parlement européen s'apprête à voter, droite et extrême droite unies.

Il s'agit de durcir les sanctions à l'encontre des sans-papiers qui refusent de partir d'eux-mêmes. Leur période de détention sera allongée. Au vu des sacrifices financiers et des risques qu'ils ont pris pour atteindre l'Europe, on peut être à peu près certain qu'une telle mesure n'en découragera pas beaucoup, mais mènera plus de migrants pour plus longtemps dans les centres de rétention.

D'ailleurs, l'Europe prévoit aussi de permettre le renvoi de sans-papiers vers d'autres pays que leur pays d'origine. Pour cela, la définition de « pays tiers sûr » est en cours de révision pour l'élargir à tout pays qui acceptera, soit sous pression diplomatique, soit contre financement, d'installer sur son territoire des prisons servant à l'UE.

C'est ce qu'avait essayé de faire la Grande-Bretagne en payant le Rwanda pour qu'il ouvre sur son territoire, à 6 500 kilomètres de Londres, des prisons pour migrants. C'est ce que tâche de faire l'Italie de Meloni en Albanie malgré d'importants obstacles juridiques. C'est aussi ce que les États-Unis de Trump font avec le Salvador, quand ils ne renvoient pas tout simplement

des Iraniens, pourtant menacés par la dictature des mollahs, directement en Iran où leur sort est plus qu'incertain.

C'est à présent au nom de tous les pays membres de l'UE que la Commission va chercher des pays sous-traitants pour y déporter des sans-papiers à qui on accorderait hypocritement le droit de déposer une demande d'asile, mais le plus loin possible de l'Europe.

Le gouvernement français a fait discrètement savoir à la presse qu'il n'est pas demandeur de tels durcissements, car le préambule de la Constitution interdit de renvoyer des migrants hors des frontières sans avoir au préalable étudié leur demande d'asile. Mais nul n'a entendu le ministre français de l'Intérieur Nuñez se dresser contre ce qui se profile à l'horizon. Chercher des moyens juridiques de contourner les injonctions



de la Constitution devient certainement urgent.

Ce n'est pas le drame vécu le 6 décembre au large de la Crète, où dix-sept migrants ont trouvé la mort, noyés lorsque leur embarcation de fortune s'est dégonflée – la pire tragédie dans les eaux grecques depuis deux ans – qui a perturbé les gouvernements européens au moment même où ils ont approuvé

le tour de vis supplémentaire. Accentuer la pression contre les migrants, qui sont des travailleurs ou essaient de le devenir, les maintenir non seulement sans papiers mais surtout sans droits, tâcher de les couper de leurs collègues en les traitant en parias, ne peut qu'avantager un patronat européen avide de les exploiter.

**Lucien Déroit**

## Thaïlande-Cambodge : les racines coloniales du conflit

**Lundi 8 décembre, les affrontements militaires ont repris à la frontière entre Thaïlande et Cambodge. Depuis le début de l'année, des centaines de milliers de civils ont été déplacés à cause de ce conflit.**

C'est un territoire chevauchant la frontière sur 200 km de long qui est la source de ces conflits. Le Cambodge revendique la souveraineté sur les temples khmers situés dans le territoire, pendant que la Thaïlande estime que celui-ci lui appartient. La

frontière actuelle date d'un traité imposé en 1907 par la France, qui colonisait le Cambodge à l'époque, au royaume de Siam, ancêtre de la Thaïlande. Pour éviter d'être colonisé, celui-ci accepta de se voir confisquer des territoires conquis précédemment. Pendant la

Deuxième guerre mondiale, à la faveur de la défaite de la puissance coloniale et de son alliance avec le Japon, la Thaïlande reprit ces territoires en 1941. Mais en 1945, elle choisit, afin de se faire accepter à l'ONU, de les rétrocéder à l'Indochine redevenue colonie française.

Comme pour toutes ces bombes à retardement laissées aux quatre coins de la planète par les colonisateurs, cette question

frontalière redevient un enjeu de conflit à chaque poussée de nationalisme dans l'un ou l'autre des deux pays.

Les raisons de la reprise des tensions militaires en cette année 2025 sont multiples. En février, des Cambodgiennes venues entonner des chants patriotiques dans un des temples ont été réprimées par des soldats thaïlandais. Puis des échanges de tirs ont eu lieu sur la frontière, causant la mort d'un soldat cambodgien. Les tensions ont monté, jusqu'au déclenchement d'une guerre le 24 juillet qui a duré cinq jours, fait 43 morts militaires mais surtout contraint 300 000 civils, de chaque côté de la frontière, à fuir les combats pour se retrouver dans des camps de réfugiés. Le 26 octobre, un cessez-le-feu a été signé entre les deux pays, donnant une nouvelle occasion à Donald Trump de se présenter comme un homme de paix. Mais il a duré moins de deux mois.

De chaque côté, l'utilisation de cette tension pour faire jouer la fibre nationaliste existe. Le président en place au Cambodge, qui

a hérité du pouvoir de son père, s'en sert pour tenter d'unifier la population derrière lui. Les nationalistes thaïlandais ne sont pas en reste, d'autant que la Première ministre a été destituée après la publication d'une discussion téléphonique avec le Premier ministre cambodgien dans laquelle elle critiquait l'armée thaïlandaise. Les raisons de cette fuite sont inconnues, mais sans doute pas sans rapport avec le fait que son clan riche est intimement lié au Cambodge où il possède de nombreuses entreprises de téléphonie, ciment et autres. À cela s'ajoute l'existence de casinos clandestins dans cette région frontalière de la Thaïlande où ils sont interdits, qui rapportent des sommes importantes à différentes mafias.

Des frontières héritées de la domination coloniale, des intérêts capitalistes qui les dépassent, l'utilisation du nationalisme pour attiser les haines : les populations des deux côtés font les frais de conflits dont elles ne sont en aucun cas responsables.

**Marion Ajar**



Habitants évacuant leur domicile à la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande.



## Congo-Rwanda : offensive américaine pour piller les richesses

Le 4 décembre, sous l'égide de Trump, les présidents congolais, Félix Tshisekedi, et rwandais, Paul Kagamé, ont signé à Washington un accord visant à la paix dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC).

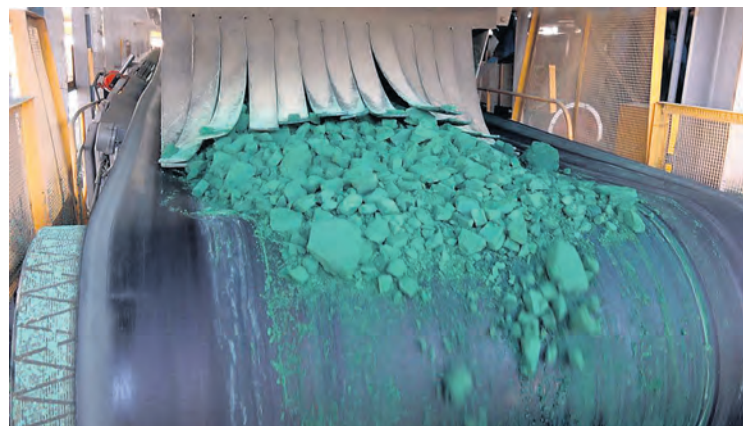
Qualifié de « grand miracle » par Trump, cet accord prévoit le désarmement des milices, notamment celles du M23, soutenu militairement par le Rwanda et qui a pris le contrôle de Goma, en janvier. Le miracle sera plutôt pour les profits des capitalistes américains que pour les peuples de la région. Depuis janvier, les combats entre le M23 et l'armée congolaise ont tué plus de 7 000 civils et déplacé 7 millions de personnes. À Goma, la population survit dans des conditions catastrophiques. Le gouvernement congolais n'a pas autorisé la réouverture des banques et le M23 exerce son pouvoir avec brutalité. Pour la population, le quotidien est à la survie pour avoir de l'argent liquide et se nourrir. Pendant ce temps, les minerais dont regorge la région continuent

à être extraits, comme le coltan, indispensable à l'électronique, à l'armement ou aux implants médicaux. Le véritable objectif de cet accord est de sécuriser les approvisionnements en minerais et de permettre leur exportation.

En avril, les pressions américaines avaient imposé le retrait du M23 de Walikale, à 350 kilomètres à l'est de Goma, où se trouve la troisième mine d'étain au monde, exploitée par Alpha-min. Ce groupe, aujourd'hui propriété d'un fond émirati, appartenait jusqu'à peu à des capitalistes américains. La plus grande mine de coltan au monde, à Rubaya, contrôlée par le M23, est convoitée par un proche de Trump. Dans le sud de la RDC, une mine de lithium est dans le viseur d'une compagnie américaine soutenue

par Bill Gates et Jeff Bezos.

Dans l'est du Congo, l'État s'est effondré, miné par des décennies de pillage colonial et impérialiste. Depuis le génocide de 1994 au Rwanda, dont la France est directement responsable, les groupes armés se sont multipliés. L'accord signé à Washington prévoit l'intégration de plusieurs milices dans l'armée congolaise, à condition que leurs chefs l'acceptent, ce qui n'a rien d'automatique tant l'État congolais est incapable de payer correctement ses soldats. Avec un budget ridicule de 16 milliards de dollars par an, il n'arrive ni à assurer les services vitaux pour la population dans la santé, l'éducation ou les voies de communication, ni même à disposer d'une armée apte à contrôler son immense territoire. C'est la raison pour laquelle les dirigeants congolais ont signé, en décembre 2024, un contrat avec la société militaire privée de l'Américain Erik Prince, pour sécuriser



JOHANNES MEIER STREETFILM

Dans la mine de coltan de Rubaya, au Nord-Kivu, contrôlée par le M23.

des sites miniers. Ces mercenaires s'ajoutent à la kyrielle de chefs de guerre qui terrorisent les populations.

Toutes ces bandes armées vendent leurs services aux exploitants miniers. Ce sont des entreprises anglaises, suisses et belges qui contrôlent actuellement une large partie des exportations de coltan et d'or de l'est de la RDC vers le Rwanda et l'Ouganda voisins. Des compagnies chinoises sont aussi présentes au Kivu ainsi qu'au Katanga. Dans cette région du sud de la RDC, il n'y a pas la guerre mais l'exploitation tue. Ainsi, le 15 novembre, 70 creuseurs sont morts dans l'effondrement d'une mine de cobalt.

Au Katanga, l'extraction du cobalt est dominée par des compagnies chinoises

mais celle du cuivre l'est par les géants anglo-suisse Glencore et canadien Ivanhoe. Pour l'instant, ce cuivre est exporté par voie terrestre à travers la Zambie, sur une route construite par une compagnie chinoise. Mais, peu avant son départ de la Maison Blanche, Biden avait aussi lancé un projet de remise en état de la ligne de chemin de fer reliant le Katanga au port angolais de Lobito, sur la côte atlantique. L'accord signé sous le parrainage de Trump conforte ce projet défendant les intérêts américains. Derrière les annonces grandiloquentes de Trump sur la « paix historique » au Congo, le pillage s'aggravera et avec lui, le chaos.

Cédric Grumel

## Belgique : une grève générale en trompe-l'œil

Après que plus de 100 000 personnes ont manifesté à Bruxelles le 14 octobre, la FGTB, le syndicat socialiste de Belgique, annonçait que « dans la foulée de cette manifestation historique [...], les syndicats passent à la vitesse supérieure. »

Une grève nationale interprofessionnelle était annoncée en conclusion de quatre journées d'action, devant monter en puissance jusqu'au 26 novembre.

Malgré l'apparente combativité, le front commun syndical montrait clairement les limites de ses ambitions : « Ces trois jours de

grève sont un appel au Premier ministre De Wever et à l'ensemble du gouvernement [fédéral] pour qu'ils mettent fin au démantèlement social. » De Wever a répondu à cet appel en accouchant, le matin même du premier jour de grève, du budget d'austérité en gestation difficile depuis de

nombreux mois. Il mettait à mal l'espoir des militants qui pensaient faire tomber le gouvernement pour y ramener le PS, espoir lancé par la direction de la FGTB wallonne.

Mercredi 26 novembre, le communiqué de la FGTB annonçait que « dans toutes les régions du pays, les piquets se sont multipliés dès les premières heures du jour dans tous les secteurs d'activité économique. Et ce, après une grève des transports publics, des services

publics et des écoles lundi et mardi. Drapeaux et banderoles rouges, verts [CSC], bleus [CGSLB] ont occupé les ronds-points ainsi que l'entrée des zones industrielles et commerciales, des hôpitaux, des établissements de soins et autres organisations du secteur non marchand. Le front commun syndical est soudé et le reste. Renforcé par trois jours d'une mobilisation exemplaire ! Et par l'annonce d'un accord budgétaire fédéral qui pèsera, une fois de plus, uniquement sur les épaules des travailleurs et travailleuses. »

Les militants syndicaux se sont en effet fortement mobilisés, les grévistes se sont comptés sans doute en centaines de milliers... mais ils n'ont pas pu mesurer leur force. Aucune manifestation générale, aucun rassemblement autre que sectoriel et local, n'a été organisé. Les directions syndicales ne tenaient visiblement pas à ce que les travailleurs puissent se

voir nombreux et prendre confiance en leur action.

« Au terme de trois jours de grève consécutifs contre les politiques du gouvernement Arizona [selon le surnom de l'actuelle coalition au pouvoir], les syndicats ont réussi leur pari et sont pleinement satisfaits de la mobilisation », a continué la FGTB. Les dirigeants sont donc satisfaits... mais, contrairement aux illusions qu'ils ont semées, rien n'est réglé, le gouvernement n'a pas reculé !

Un jeune dirigeant syndicaliste de la FGTB avait en effet affirmé, à propos de ces trois jours de grève : « C'est un plan qui fait partie des plus ambitieux parmi ceux que l'intersyndicale peut proposer. » Il est aujourd'hui évident que, pour faire reculer patrons et gouvernement, ce n'est pas sur les manœuvres des directions syndicales que les travailleurs pourront compter.

Claude Thiéram



ERIK DAGONNIER RTBF

Manifestation à Bruxelles, le 14 octobre.



# Octobre 1935 : le colonialisme italien à l'assaut de l'Éthiopie

Le 10 mai 1936, la *Gazzetta del Popolo* annonçait fièrement à la une : « Réapparition de l'Empire sur les collines romaines », après la conquête de l'Éthiopie, devenue Afrique orientale. Mussolini affirmait alors que « l'empire fasciste est un empire de paix » et Badoglio, celui-là même qui allait devenir à la fin de la Deuxième Guerre mondiale le dirigeant d'un gouvernement dit antifasciste, était nommé vice-roi de cet empire.

L'invasion de l'Éthiopie par des troupes italiennes armées jusqu'aux dents avait débuté quelques mois auparavant, en octobre 1935. Comme toutes les guerres coloniales, elle se caractérisa par la barbarie et la terreur infligées aux populations civiles qu'il fallait soumettre.

Les intentions de Mussolini envers l'Éthiopie étaient déjà claires lors de la rencontre d'avril 1935 à Stresa, sur les bords du lac Majeur, qui réunit des représentants des gouvernements français, anglais et italien. Officiellement, l'Éthiopie n'était pas à l'ordre du jour et le ministre des Affaires étrangères français, Laval, déclara : « Mussolini a mis son prestige au service de l'Europe et a apporté une contribution indispensable au maintien de la paix. » L'impérialisme italien obtint alors des gouvernements anglais et français l'autorisation d'occuper l'Éthiopie, en échange de son engagement à se placer dans leur camp pour maintenir la stabilité des frontières tracées en Europe et, en particulier, contenir les visées expansionnistes de l'impérialisme allemand.

Cette complicité évidente fut ainsi décrite par un historien : « L'Empereur

d'Éthiopie, Hailé Sélassié, face à la politique de plus en plus agressive de l'Italie [...] en appela à la Société des Nations, mais n'obtint pas grand-chose, bien que son pays fût membre de l'Assemblée. Aucune puissance ne considéra l'éventualité d'une intervention armée pour défendre l'Éthiopie. » Rien n'opposait vraiment le camp des vertueuses puissances démocratiques et celui de la dictature fasciste.

La politique impérialiste de Mussolini

Au pouvoir depuis 1922, Mussolini préparait l'invasion de l'Éthiopie depuis 1932. Les grands groupes capitalistes faisaient pression pour orienter le budget de l'État vers la production industrielle, en soutenant la demande artificiellement. Les dépenses militaires et la politique du gouvernement fasciste y répondaient pleinement, comme un historien de l'économie italienne le décrit : « Les nouveaux sacrifices imposés aux contribuables et aux consommateurs (avec la collecte des objets en or, l'augmentation des prix et des impôts et l'émission de nouveaux bons du Trésor) permirent au gouvernement fasciste de jeter d'importantes réserves dans

la guerre et d'augmenter au maximum les commandes publiques. »

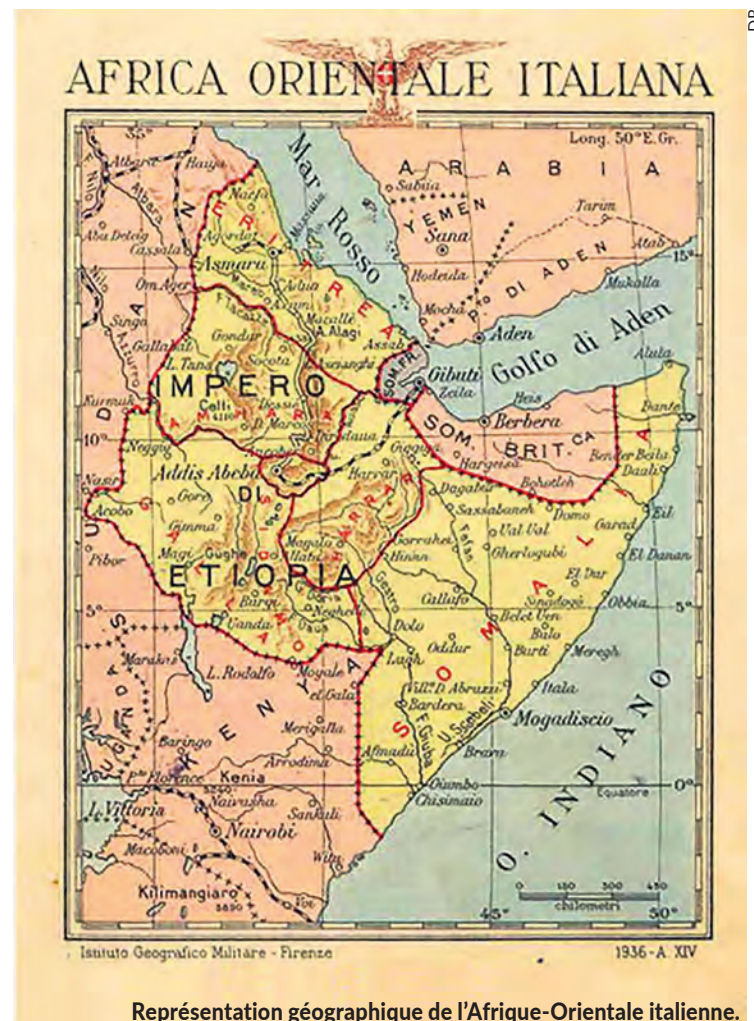
Pour Mussolini, l'invasion de l'Éthiopie avait aussi une utilité propagandiste. Après avoir écrasé les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier, en présentant le fascisme comme une sorte de « socialisme national », il voyait sa démagogie sociale anéantie par les effets dramatiques de la crise économique. Le chômage progressait et les salaires des ouvriers d'usine avaient baissé de 40 à 50 %, et même de 50 à 60 % pour les ouvriers agricoles. Autant dire que la prétention de Mussolini d'imposer les règles d'un corporatisme social à l'économie capitaliste était démentie par les faits. Une nouvelle grande aventure coloniale semblait une diversion idéale et la machine à propagande fut mise en route en même temps que l'appareil militaire, revendiquant une « place au soleil » pour la « Nation prolétaire » qu'était censée être l'Italie.

## La barbarie impérialiste

La guerre contre l'Éthiopie dura officiellement sept mois. En mai 1936, l'Empire fut proclamé sous le nom d'Afrique-Orientale Italienne, et le roi d'Italie devint également empereur. En réalité, l'Éthiopie ne fut jamais entièrement conquise. La population fut réprimée avec une férocité qui n'avait rien à envier ni à celle des autres puissances coloniales ni à celle dont l'Allemagne de Hitler allait donner l'exemple pendant la Deuxième Guerre mondiale.

L'emploi de gaz asphyxiants comme le gaz moutarde fut généralisé, l'aviation italienne les lâchant indifféremment sur la population des villages et sur les troupes. Les oppositions religieuses furent largement exploitées, l'état-major italien cherchant parfois l'appui des Musulmans en déchaînant les troupes askari libyennes contre les Éthiopiens, en majorité coptes.

Le gouvernement fasciste et son armée se rendirent coupables de



nombreux épisodes criminels, parmi lesquels le lynchage de masse à Addis-Abeba en 1937, suite à l'attentat contre le général Graziani, vice-roi d'Éthiopie, par des nationalistes érythréens. Le général ne fut que légèrement blessé mais l'enfer se déchaîna en ville. Cette boucherie fit des milliers de victimes civiles, tous âges et sexes confondus. Un journaliste alors présent dans la capitale éthiopienne, Ciro Poggiali, nota dans son journal secret : « Tous les civils italiens qui se trouvaient à Addis Abeba ont pris part à la vengeance, conduite en attaques foudroyantes, dans le plus pur style des bandes fascistes. Ces bandes de civils se promènent armées de matraques et de barres de fer et prennent pour cible tous les indigènes qu'elles croisent. [...] Je vois un chauffeur qui, après avoir abattu un vieux Noir d'un coup de massue, lui transperce la tête avec une baïonnette. Inutile de dire que le massacre s'abat sur des personnes complètement innocentes. »

## Crimes et criminels impunis

La liquidation rapide de l'Afrique-Orientale Italienne, durant la première phase de la Guerre mondiale, souligna, s'il en était besoin, la faiblesse des forces et de l'organisation de l'impérialisme italien face à ses concurrents

directs, en particulier face à la Grande-Bretagne. Mais le fait que le colonialisme italien fut un colonialisme « va-nu-pieds » ne le rendait ni meilleur ni plus humain que les autres.

Le mythe des « Italiens, braves gens », autrement dit moins cruels que les soldats des autres impérialismes, fut habilement élaboré et diffusé après la Deuxième guerre mondiale. Il a d'autant mieux résisté que les archives des colonies italiennes sont restées longtemps le monopole des milieux militaires qui avaient encouragé ou ordonné les massacres et imposé les représailles les plus féroces.

La rupture entre monarchie et fascisme, après le 8 septembre 1943, l'alignement d'une grande partie des sommets militaires derrière la Maison royale, le ralliement de cette dernière aux forces alliées favorisèrent une reconstruction historique complètement mensongère pour tenter de sauver l'honneur de l'armée italienne.

Nombre de massacreurs et de criminels de l'armée italienne des années trente devinrent ensuite des alliés du front anglo-américain contre l'Allemagne et les forces politiques purent couvrir d'un voile pudique les atrocités du colonialisme italien. Elles n'en sont pas moins réelles.

Nadia Cantale

RICORDO



Éthiopiens pendus par les porteurs de civilisation.



## ArcelorMittal – Dunkerque et Mardyck : débrayages pour les salaires

Depuis le lundi 1<sup>er</sup> décembre, des débrayages importants ont lieu dans les deux usines sidérurgiques de l'agglomération dunkerquoise.

Si, chaque année lors des NAO (négociations annuelles obligatoires), des débrayages ont lieu, cette année ils sont plus importants et se sont étendus au-delà de l'influence traditionnelle de la CGT.

Les débrayages ont lieu quotidiennement, dans les cinq équipes qui se relaient à feu continu. La production est ainsi fortement perturbée. En 2024, il n'y a eu aucune augmentation générale des salaires, ni à

Dunkerque ni à Mardyck. Cette année, la direction a proposé 0,9 %. Cela aboutit, compte tenu de l'augmentation des prix, à une baisse des salaires, année après année. La direction justifie cela en évoquant la crise de la sidérurgie, crise mondiale qui n'a pas empêché le groupe de verser 13 milliards de dividendes aux actionnaires en quatre ans !

Dans chaque secteur des deux usines, des cahiers de revendications ont été rédigés. Les travailleurs revendiquent des augmentations de salaire d'un minimum de 100 euros mensuels. Ils revendiquent également davantage de moyens pour l'hygiène dans les vestiaires, les douches, les toilettes, qui sont dans un état déplorable. De plus, l'état vétuste des installations, leur

dangerosité, continue d'alimenter le mécontentement.

Ces dernières années, plusieurs centaines de travailleurs des deux usines ont démissionné, car les autres usines de l'agglomération comme Aluminium Dunkerque, Versalis, ou de nouvelles comme l'usine de batteries Verkor et l'usine de frites Clarebout, proposent des salaires jusqu'à un tiers supérieurs. De plus, l'usine Aluminium Dunkerque est en train d'être revendue et, ce qui s'y discute entre la direction et les syndicats est le versement d'une prime de cession de l'entreprise de l'ordre de 30 000 euros à chaque salarié. Tout cela crée de la colère chez les travailleurs d'ArcelorMittal qui brasse des milliards.

Des centaines de travailleurs de la sous-traitance se

sentent directement concernés par cette protestation car les NAO sont également en cours dans plusieurs entreprises. Aux travailleurs d'Harsco, qui sont plusieurs centaines et qui sont indispensables au fonctionnement des deux usines, leur direction ne propose que 1 %. De plus, comme la direction d'ArcelorMittal ne paye plus certains sous-traitants depuis plusieurs mois, des patrons ont annoncé la probable annulation des primes de Noël.

Ces débrayages ont été décidés et organisés par secteur et par équipe. En s'amplifiant à l'échelle des deux usines, ils pourraient devenir une véritable grève qui pourrait peser face à ArcelorMittal.

Correspondant LO

DELTA FM



ArcelorMittal à Dunkerque.

## Stellantis – Poissy : des annonces qui en disent long

Le 26 novembre, la direction du groupe Stellantis a fait son show devant la presse pour assurer qu'il y aurait un avenir pour l'usine de Poissy. Du côté des ouvriers, personne ne croit à ses mensonges.

En effet, la direction a évoqué de futures activités industrielles qui seraient alternatives à l'actuelle fabrication de voitures : cela comprendrait une casse industrielle avec 40 emplois, une production de pièces de rechange avec 10 emplois, et 30 emplois supplémentaires à l'atelier d'emboutissage de l'usine en complément des 120 emplois actuels. C'est au total une promesse de 200 emplois contre les 2 000 actuels, ce qui a fait dire à un ouvrier : « elle a oublié un zéro... ». D'autre part, la direction a annoncé le passage de l'horaire en une seule équipe courant 2026, un pas de plus vers la fermeture. Alors, malgré d'importants relais médiatiques, les annonces de la direction ont confirmé, pour les travailleurs, qu'il n'y aura en fait aucune activité après l'arrêt de la fabrication de l'actuelle Opel Mokka.

La veille de cette réunion avait eu lieu un débrayage non syndical

réunissant près de 70 ouvriers qui, même minoritairement, tenaient à marquer le coup contre le projet de la direction. Ils ont dû faire face à près de trente représentants de celle-ci mais aussi, pour la première fois, à des salariés d'une société privée de vigiles dont l'objectif était d'empêcher les ouvriers de quitter la chaîne pour débrayer. C'est dire que la direction craint bien une réaction ouvrière. Alors que la majorité des syndicats refusent de parler de fermeture et relaient la propagande patronale, depuis des mois des militants cherchent à organiser les travailleurs pour qu'ils discutent de leurs intérêts à défendre, des garanties à obtenir, des mensonges de la direction et préparent les luttes qu'il faudra mener.

Le 4 décembre, 200 personnes, essentiellement des militants CGT, cheminots, de l'usine voisine de Renault Flins, des hospitaliers, des retraités et les vingt militants CGT de

l'usine ont répondu à l'appel de la CGT des Yvelines à manifester dans la ville de Poissy. Ils voulaient à juste titre dénoncer le projet de fermeture de l'usine. Cette manifestation avait malheureusement été préparée sans chercher à faire le lien avec les travailleurs à l'intérieur de l'usine et même sans chercher à inviter la population de la ville. Et les discours de certains responsables CGT dénonçaient plus la fin de « l'industrie française » que les attaques des actionnaires.

À la veille de la fermeture annuelle de fin d'année, l'écrasante majorité des travailleurs de l'usine a bien compris que la direction ne prévoit rien en lieu et place de la fabrication de voitures, sinon la vente des terrains de l'usine au Qatar pour y construire le futur stade du PSG, actuellement en discussion.

Dès la rentrée de janvier les travailleurs devront se préoccuper de renforcer leur organisation et de formuler leurs revendications pour affronter la situation et se préparer à agir.

Correspondant LO



XAVIER PENNEC

## La Barre Thomas – Rennes : Stellantis massacre les emplois

L'usine de la Barre Thomas a été implantée à Rennes par Citroën dans les années cinquante pour fabriquer des roulements à billes et des pièces en caoutchouc et en plastique.

Elle a compté jusqu'à 3 000 travailleurs, quand elle a été revendue à un industriel italien, Gomma, au tournant des années 2000.

Depuis, l'usine a été revendue six fois et appartient aujourd'hui au groupe Continental. Tous les repreneurs ont supprimé des emplois dans cette usine qui ne compte plus que 250 travailleurs.

La grande majorité des pièces ont toujours été vendues à Citroën, puis PSA devenu Stellantis. Mais le nœud coulant se resserre. Récemment, Stellantis a annulé une commande de pièces nouvelles, le projet dit Dynafib, qui avait bénéficié de soutien public. Les machines ont été installées

mais n'ont jamais fonctionné ! Puis Stellantis a annoncé qu'il ne demanderait plus à l'usine de la Barre Thomas de concevoir de nouvelles pièces. L'usine ne produit donc que des pièces anciennes. Et maintenant, Stellantis a annoncé que ses commandes à la Barre Thomas vont diminuer de 30 % en 2026, menaçant ainsi des dizaines d'emplois.

Il ne faut évidemment pas compter sur le propriétaire actuel, Continental, pour préserver les emplois. Ce groupe est en train de vendre l'usine de la Barre Thomas au fonds d'investissement californien Regent, avec quelques dizaines d'autres usines comptant au total 18 000 travailleurs. Il ne faudra pas compter non plus sur l'appui des politiciens locaux qui se sont fait les soutiens des patrons successifs.

Correspondant LO



## LVMH – branche champagne : Bernard Arnault, un rapace

Le 5 décembre, entre 85 et 90 % des travailleurs de la branche champagne du groupe LVMH (Moët & Chandon, Ruinart, Veuve Clicquot, Krug, Dom Pérignon, Mercier) à Épernay et Reims se sont mis en grève.

Les grévistes entendaient montrer leur colère suite à la suppression cette année de toute

participation, une première depuis 1967. Cela représente une perte de 10 à 30 % du revenu annuel. La prime en est une part importante car le patronat utilise ce moyen pour ne pas payer les cotisations qui seraient dues en cas de hausse du salaire de base.

Le prétexte est une baisse des ventes du groupe. Celles-ci sont en repli, mais par rapport aux années fastes de sortie du Covid, lors desquelles des chiffres record avaient été atteints, et les maisons de champagne en

avaient profité pour augmenter leurs prix de l'ordre de 15 %. La branche champagne de LVMH se porte bien avec 220 millions de profit sur les neuf premiers mois de l'année. D'ailleurs, à l'annonce des résultats du 3<sup>e</sup> trimestre, le cours de l'action a grimpé, augmentant de 16 milliards d'euros en une seule journée la fortune de Bernard Arnault !

Ce n'est pas la seule attaque contre les travailleurs puisqu'un plan de 1 200 suppressions d'emploi est en cours dans la branche vins et spiritueux du groupe. La soif de profit de Bernard Arnault est donc sans limite. Comme celle des actionnaires, à qui le groupe garantit le même dividende

l'année prochaine.

Les travailleurs du champagne de LVMH sont bien décidés à ne pas accepter un tel recul de leur revenu. Et, comme le disait un ouvrier qui dénonçait la perte d'un jour férié il y a quelques années : « Si on lâche sur la participation ce sera au tour de l'intéressé ou des 13<sup>e</sup> ou 14<sup>e</sup> mois. »

LVMH n'est pas le seul groupe du champagne qui soit à l'offensive contre les travailleurs. Il en est de même chez Pernod-Ricard, où la famille Ricard, elle aussi milliardaire, contrôle les maisons Mumm et Perrier-Jouët. Là également les travailleurs observent des débrayages quotidiens.

Correspondant LO



## Comment on devient milliardaire

Suite à l'émission de France 2 Cash Investigation consacrée le 4 décembre à Bernard Arnault, une partie de la presse s'est déchaînée pour défendre ces pauvres patrons qui créent des emplois, sont trop taxés et critiqués à tort.

Alain Weill, président de L'Express et fondateur de BFMTV, a dénoncé : « Le reportage de Cash Investigation sur Bernard Arnault est totalement à charge (...). On met en cause l'honnêteté du groupe sans preuves (...) ». Et pourtant les preuves des malversations de Bernard Arnault existent, et cela depuis plus de quarante ans.

C'est au début des années 1980, sous Mitterrand, que ce fils de bourgeois a commencé son ascension pour devenir l'homme le plus riche de France. Lui qui aujourd'hui n'a pas de mots assez forts pour dénoncer les aides sociales, les interventions de l'État et la fiscalité accusée de matraquer les patrons, doit tout aux subventions publiques, obtenues d'un gouvernement, de gauche de surcroît. À l'époque, un des trusts capitalistes français des plus puissants, l'empire textile Boussac, était en train de s'effondrer avec la fin des colonies françaises. Pour éviter que ses usines et les 17 000 travailleurs qui y étaient exploités disparaissent, l'État devint

actionnaire principal du groupe et chercha un acquéreur. En 1984, Bernard Arnault, qui présidait l'entreprise de son père, se proposa. Lui qui avait fui aux États-Unis en 1981 par crainte de la gauche au pouvoir, passa un accord avec le Premier ministre Laurent Fabius pour racheter le groupe Boussac, dont Christian Dior faisait partie, pour 400 millions de francs de l'époque, l'équivalent de 133 millions d'euros d'aujourd'hui. En contrepartie, l'État lui offrait 633 millions de francs (211 millions d'euros), Bernard Arnault s'engageant à maintenir les emplois.

Aucune des promesses d'Arnault ne fut tenue. Sur les 12 252 emplois qu'il devait garder, il n'en restait plus que 8 000 quelques années après. Et il fallut attendre le milieu des années 1990 pour qu'il consente à rembourser une petite partie des aides touchées. Ainsi, avec 400 millions de francs, Arnault a pris possession d'un groupe qui a valu bientôt 8 milliards. C'est grâce à cette acquisition qu'ensuite



il a pu torpiller ses concurrents en lançant des OPA, racheter des entreprises prospères pour former le groupe de luxe LVMH, dont il finit par prendre la tête.

En 2013, Arnault monta encore une opération financière frauduleuse pour rentrer discrètement au capital d'Hermès afin de s'en emparer. Le coup ne réussit pas et Arnault fut condamné à payer une amende de 10 millions d'euros par l'Autorité des marchés financiers.

Outre ces preuves d'honnêteté et de transparence, il faudrait aussi parler des accointances du milliardaire avec d'anciens espions qui l'aident à surveiller ses ennemis, et de fausses déclarations pour devenir résident de Belgique afin d'y payer préférentiellement de rares impôts.

En 2020, pendant la pandémie de Covid 19, Bernard Arnault se fit passer pour généreux en proposant que son groupe fabrique du gel hydroalcoolique et le mette gratuitement à la disposition du public. Malgré ce prétendu don, qui en réalité lui permit de maintenir l'activité de ses usines, la famille toucha 1,5 milliard de dividendes au titre de 2020.

Et voilà comment on peut devenir multimilliardaire... grâce à une vie de labeur et d'épargne qui est en fait celle des milliers d'employés de son groupe. Certains ont eu la riche idée de se mettre en grève dernièrement pour réclamer des augmentations de salaire. Voilà au moins une chose qu'Arnault n'a pas volée !

Marion Ajar



## Exploiter, c'est dans leur nature

En Guadeloupe, Éric Koury, ex-patron d'Air Guadeloupe, Air Caraïbes, Air Saint-Martin, Air Antilles et Assist'Air (on s'y perd), vient d'être condamné à une amende et à l'interdiction de diriger une compagnie aérienne.

Aucune importance, il fait appel... et a entrepris de créer une nouvelle société aérienne.

Cela en dit long sur les patrons dans cette société capitaliste.

Bulletin Roissy CDG

## La générosité de monsieur perdra monsieur...

Pour célébrer la fabrication de 100 000 R5e en 15 mois, la direction nous a offert à chacun un chocolat et deux tranches de brioche.

Submergés par l'émotion, on se demandait tous comment montrer notre reconnaissance. Une grève ? Des coups de pied aux fesses ? Ou les deux ?

Bulletin Renault – Douai

## Arpège, la cacophonie

Des salariés de la caisse primaire d'assurance maladie de Loire-Atlantique (CPAM) ont de nouveau manifesté le 4 décembre devant la préfecture contre l'utilisation du logiciel Arpège. Mis en expérimentation depuis déjà un an, ce logiciel était censé améliorer la mise en paiement des indemnités journalières (IJ) en cas d'arrêt maladie ou d'accident du travail.

Dans la réalité, les erreurs se multiplient et entraînent des milliers de réclamations, dix fois plus que le département voisin. Entre les retards de versement des IJ et les erreurs, nombre de travailleurs se retrouvent en grande difficulté pour payer les factures du quotidien. Les employés de la CPAM, eux, sont face à des dossiers inextricables, ce qui rend leur travail insupportable. Le « progrès », comme bien souvent, se résume surtout à compliquer la vie aux travailleurs.

CPAM Loire-Atlantique



# Mayotte : recensement et mépris de la population

L'Insee a lancé à Mayotte une opération de recensement exhaustif d'une ampleur inédite. Du 27 novembre au 10 janvier, 700 agents doivent frapper à toutes les portes pour collecter les informations sur tous les habitants de l'île.

En janvier 2025, Manuel Valls et François Bayrou, ministre des Outre-Mer et Premier ministre du moment, ont mis en doute le décompte officiel, qui estimait la population de l'archipel à 320 000 habitants. Après le passage du cyclone Chido, qui l'a ravagé en décembre 2024, incapables de mettre des moyens suffisants face aux destructions, ils ont alimenté les discours fétides accusant les immigrés comoriens et africains de « submerger Mayotte ».

Un an plus tard, alors que les budgets se font toujours attendre pour des travaux urgents, le gouvernement a su débloquer 4 millions d'euros pour ce recensement, qui doit établir non seulement le nombre d'habitants mais aussi la proportion d'étrangers et le nombre de sans-papiers. Il promet ainsi de « clore le débat sur la taille de la population ». À l'inverse, ce recensement permettra d'alimenter la surenchère anti-immigrés. Avant même leur publication, les chiffres sont contestés par des élus locaux et les collectifs citoyens qui

accusent l'État de minorer la réalité de l'immigration.

L'Insee tente d'obtenir l'adhésion des habitants avec le slogan : « Vos réponses aujourd'hui pour construire Mayotte demain. » Les agents recenseurs expliquent que l'on doit répondre « pour donner une école et un hôpital aux enfants » ! Mais les plus pauvres savent que ce sont là des mots en l'air. Comme l'a dit une habitante d'un bidonville : « Ils parlent de faire des aires de jeux pour les enfants, nous, on n'a même pas de route. » Ces habitants, qui ont dû reconstruire eux-mêmes leurs abris de fortune après Chido, qui voient que les travaux de l'école de leurs enfants n'avancent pas et que des baraques de chantier font office de salles d'attente à l'hôpital, n'attendent rien de l'État.

Ce n'est certes pas le recensement qui permettra de répondre aux besoins essentiels de la population. Si les dotations de l'État aux communes sont en théorie proportionnelles au nombre d'habitants recensés, un chiffre actualisé ne suffira

pas à rattraper des décennies d'absence d'investissement. Dans certaines villes, il manque plus de mille places en école maternelle ! Pour les créer, il faudrait des bâtiments supplémentaires, des embauches massives d'enseignants, de personnel de ménage... Il en est de même pour les transports publics, quasi inexistant, pour le nombre de lits à la maternité, le développement du réseau d'eau.

Alors que l'État fait des coupes massives dans les dépenses publiques, les moyens ne seront pas à la hauteur des besoins d'une population qui grandit. La petite ressource supplémentaire, si elle arrive,

ira sans doute alimenter la corruption et le clientélisme. Ces maux minent Mayotte, comme bien des pays pauvres, et l'État laisse faire, entretenant ainsi à peu de frais une petite couche de notables locaux acquis à sa cause.

Par contre, on peut prévoir que la révision, attendue à la hausse, du nombre d'habitants, avec une proportion importante d'étrangers, sera utilisée par le gouvernement pour durcir les attaques contre les immigrés. Les travailleurs sans papiers sont bien conscients que ce recensement va, d'une manière ou d'une autre, se retourner contre eux. Certains pensent que

la cartographie établie à cette occasion va inspirer de prochaines destructions d'habitat précaire, les « décasages », et que leurs coordonnées pourront être transmises à la police en vue d'une expulsion. L'Insee assure que les informations resteront confidentielles mais, à Mayotte, tous savent que dans sa chasse à l'homme, l'État n'hésite pas à bafouer les règles.

À Mayotte, les moyens indispensables à une vie digne devront être imposés par la population travailleuse, de nationalité française ou non, face à un État qui la méprise et la maintient dans la misère.

Tania Lemel



Mayotte : recensement à Chiconi, en décembre.

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal décembre 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

## Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE  
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos **nom, prénom et adresse**, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

Vidéos [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
Audio-LO [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)



# Syrie : al-Charaa au pouvoir dans un pays détruit

Un an après la chute de la dictature de Bachar al-Assad, fêtée en Syrie de façon contrastée, la population reste confrontée aux difficultés quotidiennes et le pays, placé sous la menace des interventions de l'impérialisme et des puissances régionales voisines.

Le 8 décembre 2024, Ahmed al-Charaa prenait le contrôle de Damas, la capitale syrienne, à la tête des milices djihadistes HTC (Hayat Tahrir al-Cham). Ces troupes, qui contrôlaient jusqu'alors la région d'Idlib, constituaient l'une des nombreuses bandes armées qui se partageaient le territoire syrien. Cela faisait suite à treize ans de guerre civile et à la guerre contre l'État islamique, qu'avait menée la coalition internationale dirigée par les États-Unis. Pour mener son offensive, al-Charaa avait bénéficié du soutien de la Turquie, de celui discret mais indispensable des États-Unis et de l'aval de la Russie, qui lâchait opportunément le régime d'al-Assad.

La chute de la dynastie Assad marquait la fin d'une dictature de cinquante ans, symbolisée par les sinistres prisons dans lesquelles des dizaines de milliers de prisonniers politiques ont disparu. D'un côté, elle ouvrait l'espoir de tourner la page d'une guerre qui a fait 500 000 morts, ravagé le

pays, poussé plus de quatre millions de Syriens à l'exil, déplacé plus de dix millions de personnes plongées dans le dénuement. De l'autre, elle suscitait la crainte que la dictature des Assad laisse la place à celle d'un seigneur de guerre longtemps inféodé à Al-Qaïda.

Un an plus tard, le pays reste morcelé et des régions entières échappent au pouvoir central. Au nord-est, malgré un accord signé en mars sous la pression américaine, les Forces démocratiques syriennes, à majorité kurde, refusent de se dissoudre dans une armée du régime. Au sud, en plus de ses bombardements fréquents et de ses incursions terrestres, l'armée israélienne occupe une large portion du territoire syrien contigu à la région du Golan, qu'elle contrôle. Elle prétend protéger les Druzes, qui ont plus ou moins fait sécession dans la région de Soueïda. Les divisions ethniques et religieuses, héritées de l'époque du mandat colonial français, aggravées sous le régime népotique

des Assad et exacerbées durant les années de guerre civile, restent à vif. C'est ce qu'ont montré les tueries qui se sont traduites par 1 400 morts dans la communauté alaouite en mars, plusieurs centaines de morts chez les Druzes en juillet. Les troupes hétéroclites aux méthodes brutales sur lesquelles s'appuie le nouveau régime, contribuent à jeter de l'huile sur le feu.

Al-Charaa, issu d'une famille bourgeoise syrienne, ex-djihadiste passé par la prison américaine d'Abou Ghraïb, tient avant tout à exercer le pouvoir. Pour montrer qu'il accepte l'ordre impérialiste et veut y trouver sa place, il multiplie les gestes d'allégeance. Il a ainsi été adoubé par Trump le 10 novembre à la Maison Blanche et a pu obtenir la levée des sanctions économiques. Il encaisse en silence les attaques de l'armée israélienne, plus que jamais gendarme en chef de la région. Il se place sous la protection de la Turquie et des riches monarchies pétrolières du Golfe, dont il vante le libéralisme économique et qu'il appelle à investir en Syrie.

Al-Charaa se montre prêt à dérouler le tapis rouge aux investisseurs et autres affairistes venus du Golfe ou des



En janvier 2025, dans les ruines de Darraya, au sud de Damas.

pays occidentaux en les exonérant de droits de douane. Recevant en octobre une délégation du Medef, il a déclaré aux patrons français : « Les chantiers que vous voulez, prenez-les, ils sont ouverts aux investisseurs. » Mais si des accords pour la construction d'un métro et de centres commerciaux à Damas et pour la reconstruction de l'aéroport ont été récemment signés, ils restent dérisoires au regard de l'ampleur de la reconstruction, estimée à plus de 200 milliards de dollars. Leur application dépendra de la restauration, ou non, d'une stabilité propice aux affaires.

Surtout, ces projets ne profiteront certainement

pas aux classes populaires, qui continuent de vivre dans des ruines et sont confrontées au chômage, à l'inflation, à la vie chère, au manque d'eau et aux coupures d'électricité. Elles subissent les coupes dans les subventions publiques aux produits comme le pain, l'électricité ou l'essence, décidées par les conseillers économiques qui entourent al-Charaa.

Les travailleurs et la population pauvre de Syrie n'ont que des coups à attendre de ce régime qui défend les intérêts de la bourgeoisie syrienne dans cette région du Moyen-Orient dominée et ravagée par l'impérialisme.

Xavier Lachau

## Allemagne : lycéens contre le service militaire

Vendredi 5 décembre en Allemagne, des dizaines de milliers de lycéens ont manifesté dans 90 villes contre la loi adoptée au Bundestag, le Parlement fédéral, qui réintroduit le service militaire qu'avait supprimé le gouvernement d'Angela Merkel en 2011.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2026 entrera en vigueur une loi imposant aux jeunes hommes de 18 ans de répondre à un questionnaire « visant à déterminer leur motivation et leur aptitude à servir dans les

forces armées ». Obligatoire pour les garçons, il ne sera que facultatif pour les filles. Un an et demi plus tard, une fois les « structures nécessaires » mises en place, le gouvernement estime

qu'environ 300 000 jeunes concernés pourront être convoqués pour passer un examen médical, prélude à leur future incorporation. Pour leur dorer un peu la pilule, celle-ci se ferait « en priorité » près de leur domicile, et la solde allouée pour un engagement minimal de six mois se monterait au moins à 2 600 euros. Pour ceux qui s'engageraient pour un an, la solde grimperait et la formation au permis de conduire serait payée.

Le ministre social-démocrate de la Défense espère ainsi incorporer de plus en plus de jeunes, indépendamment des faiblesses matérielles et humaines au sein de l'armée, que l'état-major déplore. Il manquerait à l'effectif, selon un rapport officiel, plus de 24 000 sous-officiers et officiers, soit un cinquième de l'encadrement nécessaire.

À force de propagande

guerrière, le gouvernement « noir-rouge » (CDU/CSU-SPD) de Friedrich Merz peut se targuer de bénéficier d'une certaine approbation dans l'opinion publique. Un récent sondage commandé par le groupe de presse Stern indique par exemple 54 % d'opinions favorables à un retour de la conscription. Mais il suffit de considérer les résultats par tranches d'âge pour y introduire une nuance d'importance : quand deux tiers des plus de 70 ans y sont favorables, ils ne sont qu'un tiers des 18-29 ans, ceux qui risquent d'être envoyés à la guerre !

Malgré le rappel de certains ministres régionaux concernant l'obligation scolaire et mentionnant les conséquences encourues en cas d'évaluation ratée, le 5 décembre, les lycéens ont été nombreux, à Berlin, à Cologne, Hambourg, Kiel, Munich, Leipzig, Dresde,

Francfort, etc., à répondre à l'appel du collectif *Schultreik gegen Wehrpflicht*, se mettant en grève scolaire contre le service militaire, avec slogans, pancartes et banderoles. Si un jeune de 16 ans, prenant la parole à Hanovre, a dit qu'il « préférerait être gouverné par Poutine que d'aller à la guerre », on a pu lire et entendre de nombreuses protestations, allant des refus de servir de « chair à canon » à une banderole affichant (sans citer l'auteur) le mot d'ordre de Karl Liebknecht en 1915, « L'ennemi principal est dans notre propre pays ». On ne peut que souscrire à ce rappel. Un appel a été lancé par le collectif organisateur à une nouvelle journée de manifestations le 5 mars 2026. Pour contraindre le gouvernement Merz à remballer sa loi, il en faudra encore d'autres.

Viviane Lafont



Manifestation de lycéens à Münster le 5 décembre.